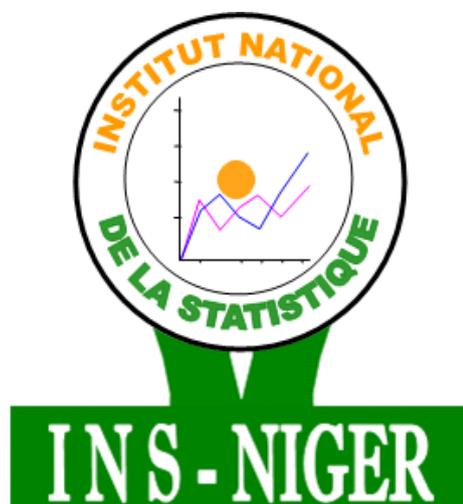


COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION



NOUVEAU SYSTEME SCN 2008 – BASE 2015

AGREGATS ET TABLEAUX DE SYNTHESE 2015 – 2018

**METHODOLOGIE, PRINCIPAUX RESULTATS ET COMMENTAIRES SUR
L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE NIGERIENNE**

Juin 2019

SUPERVISION TECHNIQUE DES TRAVAUX ASSUREE PAR :

1. Idrissa ALICHINA KOURGUENI, Directeur Général de l'INS
2. Madame OMAR Haoua IBRAHIM, Secrétaire Générale de l'INS
3. Mahamadou CHEKARAO, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques

COORDINATION TECHNIQUE DES TRAVAUX ASSUREE PAR :

1. Tassiou ALMADJIR, Assistant auprès du Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques et ancien Chef de la Division des Comptes Nationaux
2. Laouali CHAIBOU, Chef de la Division des Comptes Nationaux

EQUIPE TECHNIQUE COMPOSEE DE :

1. Boubacar ALOU, Chef du service du secteur moderne
2. Madame TASSIOU Mariama, cadre de la Division des Comptes Nationaux
3. Abdoulaye YAHAYA, cadre de la Division des Comptes Nationaux
4. Moustapha MAGARAMI, cadre de la Division des Comptes Nationaux
5. Madame DABAL Kadiatou, cadre de la Division des Comptes Nationaux
6. Harouna MAAZOU, cadre de la Division des Comptes Nationaux
7. Madame ABDOU SABOUR Halima, cadre de la Division des Comptes Nationaux
8. Sofianou BOUKARI, cadre de la Division des Comptes Nationaux
9. Issoufou DAN LADI, cadre de la Division des Comptes Nationaux
10. Yayé SOUMANA, cadre de la Division des Comptes Nationaux
11. Mademoiselle Hassana ZOUBEIROU, cadre de la Division des Comptes Nationaux
12. Abdou-Salam MAAZOU ICHAOU, cadre de la Division des Comptes Nationaux.

ENRICHISSEMENT DU DOCUMENT REALISE PAR :

1. Sani OUMAROU, conseiller du Directeur Général de l'INS
2. Adamou BOUZOU, Secrétaire Permanent du Conseil National de la Statistique
3. Djibo SAIDOU, Inspecteur des Services Statistiques

SOMMAIRE

Liste des tableaux	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
AVANT- PROPOS.....	6
RESUME.....	8
ABSTRACT	11
INTRODUCTION.....	14
I. CONTEXTE INTERNATIONAL, REGIONAL ET NATIONAL	15
II. PRINCIPAUX RESULTATS ISSUS DU CHANGEMENT D'ANNEE DE BASE ET DE MIGRATION AU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE (SCN) DE 2008.....	17
II. 1 Amélioration de la couverture des données sources	17
II. 2 Amélioration de la méthodologie et prise en compte de certains points de changement du SCN 2008.....	19
II.3 L'impact de la révision du PIB selon les secteurs d'activité	23
II.4 L'impact de la révision du PIB selon les secteurs moderne et informel.....	26
II.5 L'impact de la révision du PIB vue sous l'angle de la demande	27
II.6. Impacts de la révision du PIB sur les autres agrégats macroéconomiques	28
II.7 Comparaison avec les PIB réévalués d'autres pays africains.....	29
II.8 Conclusion - Perspectives	29
III. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE : PREMIERES ESTIMATIONS DE L'ANNEE, COMPTES RAPIDES 2018	30
ANNEXES STATISTIQUES.....	34

Liste des tableaux

Tableau 1: Principaux ratios et indicateurs de l'économie nationale.....	13
Tableau 2 : taux de réévaluation selon le domaine d'activités.....	23
Tableau 3 : Résultats du PIB du Niger réévalué par secteur d'activités économiques	23
Tableau 4 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur primaire	24
Tableau 5 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur secondaire	25
Tableau 6 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur tertiaire	26
Tableau 7 : résultats du PIB du Niger réévalué selon les secteurs moderne et non moderne ..	27
Tableau 8 : Résultats par emplois du PIB du Niger	27
Tableau 9 : Principaux indicateurs et ratios	28
Tableau 10 : PIB réévalués de quelques pays africains	29
Tableau 11 : Taux de croissance du PIB par secteurs d'activité	30
Tableau 12 : Taux de croissance des branches du secteur primaire.....	30
Tableau 13 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire	31
Tableau 14 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire	31
Tableau 15 : Taux de croissance des emplois du PIB	33
Tableau annexe 1: Produit intérieur brut par secteur institutionnel	35
Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché.....	36
Tableau annexe 3: PIB par branche d'activité économique aux prix de l'année 2015	37
Tableau annexe 4: Produit intérieur brut par secteur d'activité économique	38
Tableau annexe 5: Emplois du Produit intérieur brut	39
Tableau annexe 6: Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu.....	39
Tableau annexe 7: Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs	40
Tableau annexe 8: Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs	41
Tableau annexe 9 : Contribution à la croissance du PIB.....	42
Tableau annexe 10 : comptes économiques intégrés de 2015.....	43
Tableau annexe 11 : comptes économiques intégrés de 2016.....	44
Tableau annexe 12 : comptes économiques intégrés de 2017.....	45
Tableau annexe 13 : comptes économiques intégrés de 2018.....	46
Tableau annexe 14 : tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2015.....	47
Tableau annexe 15 : tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2016.....	49
Tableau annexe 16 : tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2016 (suite)	50
Tableau annexe 17: tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2017.....	51
Tableau annexe 18: tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2018.....	53
Tableau annexe 19: Décompositions du PIB en ses principaux emplois.....	55

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
APU	Administration publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de capital fixe
CF	Consommation finale
CI	Consommation intermédiaire
CITI	Classification internationale type par industrie
ENESI	Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel
ERI-ESI	Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel
DSF	Déclaration statistique et fiscale
ERE	Equilibre ressources emplois
FBCF	Formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
INS	Institut national de la statistique
NCA	Non classé ailleurs
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
RGP/H	Recensement général de la population et de l'habitat
RNB	Revenu national brut
SCN	Système de comptabilité nationale
SIFIM	Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNF	Société non financière
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des ressources et des emplois
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	Valeur ajoutée brute

NB : Dans tout le document, l'ancienne base est l'année de base 2006

AVANT- PROPOS

Depuis 2012, le Niger a mis en œuvre un nouveau cadre de développement dénommé Plan de Développement Economique et Social (PDES). Ce plan constitue le principal cadre de référence et de dialogue avec les partenaires techniques et financiers (PTF) en matière de politiques macroéconomiques et de stratégies sectorielles.

Conformément à sa mission de mise à disposition des Autorités et autres utilisateurs d'indicateurs pertinents qui permettent de mieux mesurer ou évaluer les progrès accomplis, et pour être en phase avec la communauté internationale qui recommande la mise en œuvre du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), l'Institut National de la Statistique (INS) a initié d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008.

La réalisation de ces travaux a nécessité la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières importantes. L'INS exprime sa gratitude au Gouvernement qui n'a ménagé aucun effort pour rendre effective la réalisation de ces travaux.

L'INS tient aussi à exprimer sa gratitude et ses remerciements à l'endroit de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Banque Mondiale qui ont soutenu financièrement ce processus de valorisation du PIB sous la nouvelle base 2015 et de migration vers le SCN 2008.

L'INS exprime également sa gratitude et ses remerciements à toutes les institutions pour leur appui technique dans la conduite des travaux, notamment la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), le Centre d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC Ouest), l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques (INSEE) de Paris, France.

L'INS exprime aussi ses remerciements aux acteurs du Système Statistique National (SSN) et aux structures et institutions (ministères, organismes et entreprises), pour leur franche collaboration lors de la collecte de données statistiques qui ont servi de base à l'établissement de cette nouvelle année de base des comptes économiques. Il les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration, en vue d'améliorer non seulement la qualité des données, mais aussi de réduire les délais de mise à la disposition de tous les utilisateurs de ces informations statistiques consolidées très utiles pour le processus de prise de décisions.

Cette édition spéciale des comptes économiques du Niger présente, de manière synthétique, dans un premier temps, les résultats des travaux de valorisation du PIB sous la nouvelle année de base 2015 et de migration vers le SCN 2008. Dans un second temps, le document présente les principaux résultats provisoires issus des travaux d'élaboration des comptes nationaux 2017 et 2018.

Enfin, le document retrace les perspectives pour la suite des travaux, notamment les phases de retropolation et l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

Bien qu'il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu'il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services de l'Institut, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, l'INS accueillerait-il volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires, qui permettraient d'améliorer la qualité de la prochaine édition qui comportera des résultats beaucoup plus détaillés.

La prochaine publication portera sur les comptes définitifs de l'année 2017 et les comptes provisoires de l'année 2018 et paraîtra en novembre 2019.

Le Directeur Général

Idrissa ALICHINA KOURGUENI

RESUME

Les travaux de valorisation du PIB sous la nouvelle base 2015 et de migration du SCN 1993 vers le SCN 2008 ont débuté en juillet 2016. Ils ont été l'occasion d'adopter de nouvelles nomenclatures d'activité (CITI, rev4) et de produits (CPC, rev2). Outre les principaux points de changement du SCN 2008, la nouvelle base intègre les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVMA) de 2014, de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017. A cela, il faut ajouter les multiples enquêtes légères réalisées et les améliorations méthodologiques opérées.

Les principales nouveautés du SCN 2008 retenues concernent notamment :

- (i) le calcul et la ventilation du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) ;
- (ii) l'estimation de la production non marchande de la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger ;
- (iii) le calcul de la production de l'assurance dommage à partir des indemnités ajustées et de suppléments de primes ajustés ;
- (iv) le traitement de la recherche et développement ;
- (v) la création d'un sous-secteur pour les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) ;
- (vi) la prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) ;
- (vii) l'évaluation des explorations et évaluations minières au prix du marché ;
- (viii) l'enregistrement des impôts en droits constatés ;
- (ix) la production non marchande des ménages en recherche d'eau.

Les principales enquêtes légères réalisées ont porté sur les entreprises du secteur moderne, les ISBLSM, les établissements privés de santé et d'éducation, les marges commerciales, les prix des services logement, les services domestiques, l'orpaillage, les Microfinances, les produits forestiers, les prix des produits agricoles et de l'élevage, l'utilisation des intrants dans l'agriculture et l'élevage, la prostitution, les collectivités locales, la monographie du secteur informel, l'utilisation des panneaux solaires et groupes électrogènes et les enquêtes structures.

L'ensemble de ces travaux ont permis de finaliser, en avril 2018, et de porter le PIB de la nouvelle année de base 2015 à 5715,0 milliards de FCFA, soit une réévaluation de 33,3% par rapport à son niveau de l'ancienne base 2006. Cette évolution est essentiellement imputable à l'amélioration de la couverture des données sources (18,3%) et à l'amélioration des méthodes de traitement et prise en compte de certains points de changements du SCN 2008 (15,0%).

L'amélioration de la couverture des données a concerné l'agriculture, la sylviculture, les activités extractives, de fabrication, d'énergie-eau, de construction, de commerce,

de transport, d'hébergement-restauration, de communications, les activités financières et d'assurances, les activités de soutien aux entreprises, les établissements d'enseignement et de santé et les entreprises fournissant d'autres services.

L'amélioration des méthodes de traitement et la prise en compte de certains points de changement du SCN 2008 ont porté sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, les activités extractives, le commerce, les activités financières et d'assurance, les activités de soutien aux entreprises, les activités d'administration publique, l'enseignement, la santé, les autres services et les taxes et impôts nets sur les produits.

Ainsi, l'examen de la répartition sectorielle du PIB de l'année de base 2015 fait apparaître une modification de la structure du PIB :

- le secteur primaire représente 32,6% du PIB contre 36,0% dans l'ancienne base et contribue pour 7,5 points à la réévaluation du PIB. Cette contribution est essentiellement en lien avec la révision, à la hausse, des prix de base de certains produits agricoles et de l'élevage ainsi que de l'élargissement de la couverture des produits agricoles, sylvicoles et forestiers ;
- le secteur secondaire s'est établi à 21,6% du PIB contre 18,0% dans l'ancienne base et contribue pour 10,8 points à la réévaluation du PIB. Toutes les branches ont participé à cette contribution, du fait notamment de l'élargissement de la couverture des unités économiques et de l'introduction de nouvelles activités telles que la production non marchande des ménages en recherche d'eau et l'utilisation comme sources d'énergie des panneaux solaires et groupes électrogènes ;
- le secteur tertiaire s'est situé à 39,3% du PIB contre 38,2% dans l'ancienne base et contribue pour 14,2 points à la réévaluation du PIB. Les principales contributions concernent les branches du commerce (couverture) avec 6,7 points et l'éducation (amélioration méthodologique avec 3,7 points) ;
- les impôts et taxes nets de subvention sur les produits sont ressortis à 6,5% du PIB contre 7,8% dans l'ancienne base, contribuant pour 0,8 point à la réévaluation du PIB (amélioration méthodologique).

Du côté de la demande, la réévaluation du PIB a été essentiellement supportée par la consommation finale.

Avec une contribution de 22,6 points à la réévaluation du PIB, la consommation finale des ménages représente 66,4% du PIB contre 65,9% dans l'ancienne base. Celles des administrations publiques et des ISBLSM ont contribué respectivement pour 6,7 points et 0,3 point.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) s'est établie à 32,4% du PIB contre 40,0% dans l'ancienne base et a contribué pour 3,2 points à la réévaluation du PIB. Cette réévaluation est imputable à la FBCF privée pour 2,4 points et à la FBCF publique pour 0,8 point.

La variation des stocks a contribué pour -0,4 point à la réévaluation du PIB. Les exportations ont contribué pour 0,9 point alors que le niveau des importations de biens et services n'a pas varié.

S'agissant de l'année courante 2016, il est ressorti des travaux d'élaboration des comptes nationaux, qui sont achevés en avril 2019, un taux de croissance du PIB réel de 5,7% contre un taux provisoire de 4,9% sous l'ancienne base. Cette évolution est imputable aux secteurs primaire et tertiaire, qui ont respectivement augmenté de 17,4% et 5,7%. Le secteur secondaire a enregistré une baisse de 2,2%.

En ce qui concerne le PIB de l'année 2018, il ressort des premières estimations que le taux de croissance se situe à 7,0% contre un taux de 5,0% en 2017. Cette croissance est imputable aux performances enregistrées par les secteurs primaire (+7,1%), secondaire (+6,0%), tertiaire (+5,8%) et aux impôts et taxes nets sur les produits (19,5%).

En termes de demande, la croissance a été essentiellement portée par la consommation finale (+8,7%) et la formation brute de capital fixe (13,9%).

ABSTRACT

The work of valorization of the GDP under the new base 2015 and migration of the SNA 1993 to the SNA 2008 began in July 2016. They were the opportunity to adopt new nomenclatures of activity (ISIC, rev4) and products (CPC, rev2). In addition to the main points of change of the 2008 SNA, the new base integrates the results of the 2012 General Population and Housing Census (GPR/H), the Household Living Conditions Survey (ECVMA) of 2014 and the Integrated Regional Survey on Employment and the Informal Sector (ERI-ESI) of the 2017. To this we must be add the multiple light surveys carried out and the methodological improvements made.

The main changes of the 2008 SNA retained include:

- (i) the calculation and breakdown of the financial intermediation service indirectly measured (FISIM);
- (ii) the estimation of non-market output of the Central Bank of West African States (BCEAO) National Directorate for Niger;
- (iii) the calculation of the production of the non-life insurance from adjusted indemnities and adjusted premium supplements;
- (iv) the treatment of research and development;
- (v) the creation of a sub-sector for non-profit institutions serving households (NPISHs);
- (vi) the inclusion of arms expenditure in gross fixed capital formation;
- (vii) the valuation of mining explorations and valuations at market price;
- (viii) the recording of taxes in ascertained rights;
- (ix) the non-market production of households in search of water.

The main surveys carried out focused on NPISHs, private health and education establishments, commercial margins, prices for housing services, domestic services, gold panning, microfinance, forest products, the prices of agricultural and livestock products, prostitution, local authorities, the monographic survey on the informal sector, the use of solar panels and generators, and the structure surveys.

All of this work ended in April 2018 and brought the GDP of the new base year 2015 to 5,715 billion of F CFA, a revaluation of 33.3% compared to its level of old base. This change is mainly attributable to the improvement in the coverage of source data (18.3%) and the improvement of processing methods and taking into account certain points of change in the 2008 SNA (15.0%).

The improvement in the coverage of data has concerned agriculture, forestry, mining, manufacturing, energy-water, construction, trade, transport, accommodation catering, communications, activities of financial services and insurance, companies support activities, educational and health institutions and companies providing other services.

The improvement of processing methods and taking into account some of the change points of the 2008 SNA was about agriculture, livestock, fisheries, extractive activities, trade, financial and insurance activities, companies support activities, public administration activities, education, health, other services and net taxes on products.

Thereby, the examination of the sectoral distribution of GDP in base 2015 shows a modification of the structure of GDP:

- the primary sector accounted for 32.6% of GDP compared to 36.0% in the former base and contributes 7.5 points to the revaluation of GDP. This contribution is mainly related to the upward revision of the basic prices of certain agricultural and livestock products as well as the widening of the coverage of forestry and forestry products;
- the secondary sector represented 21.6% of GDP compared to 18.0% in the former base and contributed to 10.8 points to the revaluation of GDP. All the branches participated in this contribution, notably because of the widening of the coverage of economic units and the introduction of new activities such as the non-market production of households in search of water and the use as sources of energy from solar panels and generators;
- the tertiary sector stood at 39.3% of GDP against 38.2% in the former base and contributed to 14.2 points to the revaluation of GDP. The main contributions concern the branches of commerce (coverage) with 6.7 points and education (improvement of methodology with 3.7 points);
- taxes net of subsidy on products amounted to 6.5% of GDP compared to 7.8% in the former base, contributing 0.8 points to the revaluation of GDP (methodological improvement).

On the demand side, the revaluation of GDP was mainly supported by final consumption.

With a contribution of 22.6 points to the revaluation of GDP, final consumption of households represents 66.4% of GDP against 65.9% in the former base. Government and NPISHs contributed 6.7 points and 0.3 points, respectively.

Gross fixed capital formation (GFCF) was 32.4% of GDP compared to 40.0% in the old base and contributed 3.2 points to the revaluation of GDP. This revaluation is attributable to private GFCF for 2.4 points and public GFCF for 0.8 points.

The change in inventories contributed -0.4 points to the revaluation of GDP. Exports contributed 0.9 points while the level of imports of goods and services did not change.

For the first current year of 2016, the national accounts compilation work, which ended in April 2019, shown a real GDP growth rate of 5.7%, compared with a provisional rate of 4.9% in the old base. This change is attributable to the primary and tertiary sectors, which rose by 17.4% and 3.6% respectively, as the secondary sector recorded a decline.

With regard to the GDP for the year 2018, the first estimates show that the growth rate is, 7.0% compared to 5.0% in 2017. This growth is attributable to the performance recorded by the primary sector (+ 7.1%), the secondary sector (+ 6.0%), the tertiary sector (+ 5.8%) and net product taxes (19.5%).

In terms of demand, growth was mainly driven by final consumption (+ 8.7%) and gross fixed capital formation (13.9%).

Tableau 1: Principaux ratios et indicateurs de l'économie nationale

	2015	2016	2017	2018
POPULATION ET REVENUS / POPULATION AND INCOME				
Population totale (en 1000 habitants) <i>Total population (in 1000 inhabitants)</i>	19 124,9	19 865,1	20 651,1	21 466,9
PIB nominal (en milliards de FCFA) <i>Nominal GDP (in billions of FCFA)</i>	5 715,0	6 096,4	6 486,0	7 121,4
PIB nominal (en millions de dollars US) <i>Nominal GDP (in millions of US dollars)</i>	9 476	10 017	11 087	12 088
PIB nominal par habitant (en milliers de FCFA) <i>Nominal GDP per capita (in thousands of FCFA)</i>	298,8	306,9	314,1	331,7
PIB nominal par habitant (en dollars US) <i>Nominal GDP per capita (in US dollars)</i>	495,5	504,3	536,9	563,1
Revenu national brut (en milliards de FCFA) <i>Gross national income (in billions of FCFA)</i>	5 624,6	5 999,7	6 380,5	7 012,5
Revenu national brut (en milliers dollars US) <i>Gross national income (millions of US dollars)</i>	9 326,1	9 858,2	10 906,8	11 904,3
Taux d'épargne intérieure brute (en %) <i>Gross domestic savings rate (%)</i>	16,0	16,0	14,8	15,6
Taux d'investissement (en %) <i>Investment rate (in%)</i>	32,2	27,7	28,3	29,3
PRIX ET INFLATION / PRICE AND INFLATION				
Inflation en moyenne annuelle (%) <i>Annual average inflation (%)</i>	1,0	0,2	2,4	2,7
Inflation en glissement annuel (%) <i>Year-over-year inflation (%)</i>	2,2	-2,2	4,8	1,6
Variation du déflateur du PIB (%) <i>Variation in the GDP deflator (%)</i>	0,0	0,9	1,3	2,6
Taux de change annuel moyen du dollar US <i>Average annual exchange rate of the US dollar</i>	603,1	608,6	585,0	557,7
Prix négocié du kilogramme d'uranium (FCFA) <i>Negotiated price of the kilogram of uranium (FCFA)</i>	51 253	63 850	50 364	40 761
Prix baril du pétrole cédé à la SORAZ (dollar US) <i>Oil price per barrel sold to SORAZ (US dollar)</i>	55	46	42	42
FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE EN % DU PIB / PUBLIC FINANCE AND PUBLIC DEBT AS % OF GDP				
Recettes budgétaires <i>Budgetary revenue</i>	13,4	10,6	10,5	12,1
Recettes fiscales <i>Tax revenues</i>	12,0	10,0	9,6	11,1
Dépenses totales <i>Total expenditure</i>	24,2	19,5	19,5	21,1
Dépenses courantes <i>Current expenditures</i>	11,5	10,4	10,3	9,9
Dépenses en capital <i>Capital expenditure</i>	12,7	9,1	9,3	11,2
Solde budgétaire global, hors dons <i>Overall budget balance, excluding donations</i>	-10,8	-8,9	-9,0	-9,0
Solde budgétaire global, dons compris <i>Overall budget balance, including donations</i>	-6,7	-4,5	-4,1	-3,0
Encours de la dette extérieure et intérieure <i>Outstanding external and domestic debt</i>	26,9	33,2	35,9	34,7
ECHANGES EXTERIEURS, MONNAIE / EXTERIOR EXCHANGES, CURRENCY				
Balance commerciale FOB/FOB en % du PIB <i>FOB / FOB trade balance as% of GDP</i>	-9,2	-6,6	-6,7	-8,5
Balance des transactions courantes en % du PIB <i>Current account balance as% of GDP</i>	-15,4	-11,5	-11,4	-13,1
Actifs extérieurs nets (milliards FCFA) <i>Net foreign assets (billion FCFA)</i>	592	572,1	437,2	323,6
Solde de la balance des paiements (milliards) <i>Balance of payments (billion)</i>	-132,6	-20,2	-135,0	-113,5
Créances sur l'économie (milliards FCFA) <i>Claims on the economy (billion FCFA)</i>	784,5	827,3	891,0	851,0
Masse monétaire (milliards FCFA) <i>Money supply (billion FCFA)</i>	1113,4	1210,0	1150,4	1126,2

Source : INS Niger

INTRODUCTION

Le présent document fait ressortir les résultats des comptes nationaux issus des travaux de valorisation du PIB sous une nouvelle année de base 2015 et qui sont conformes au nouveau Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) adopté par les Nations-Unies. Cette nouvelle publication, qui reflète mieux les mutations économiques récentes et la structure actuelle de l'économie nigérienne, remplace désormais l'ancienne série des comptes base 2006 élaborée sous le Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93). Les travaux de retropolation en cours permettront de prolonger cette nouvelle base sur une série d'années suffisamment longues.

Le document est structuré en deux (02) parties. La première expose les principaux changements induits par le passage de l'année de base 2006 à celle de 2015 et les principales innovations du SCN 2008 mises en œuvre. La seconde présente les résultats provisoires issus des travaux d'estimation des comptes nationaux provisoires 2017 et rapides 2018.

Le document s'articule autour des points suivants :

- le contexte international et régional ;
- les principaux résultats issus du changement d'année de base et de migration vers le SCN 2008 ;
- l'évolution récente de l'économie nigérienne à travers les comptes rapides 2018.

I. CONTEXTE INTERNATIONAL, REGIONAL ET NATIONAL

En 2008, la Commission Statistique des Nations Unies a adopté de nouvelles versions des nomenclatures d'activités et de produits : la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev4) et la classification centrale des produits (CPC, rev2).

Cette classification, ou nomenclature, représente un cadre intégré dans lequel les données économiques peuvent être collectées, traitées et diffusées sous une forme adaptée aux besoins de l'analyse économique et des orientations de politique générale. Par sa structure, la nomenclature permet d'organiser les données statistiques détaillées sur l'état d'une économie selon les principes et conceptions économiques.

En s'adaptant aux développements de l'environnement économique, aux avancées de la recherche méthodologique et aux besoins des utilisateurs, la Commission Statistique de l'Organisation des Nations Unies a approuvé et adopté, en 2009, le Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), comme nouvelle norme internationale pour la comptabilité économique. Il s'agit là d'un mouvement mondial consacré, outre par la Commission Statistique des Nations Unies, la Commission européenne, le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

Dans ce cadre, la Division de Statistique de l'ONU et EUROSTAT ont organisé, conjointement, à Luxembourg, une réunion sur le plan de mise en œuvre stratégique du SCN 2008 et ont invité les organisations régionales à élaborer un plan régional de mise en œuvre.

En mai 2015, lors d'une réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), l'Union Africaine (UA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont exhorté les Etats africains à élaborer leur plan d'action, sur la période 2015 à 2018. Cela afin d'assurer la comparabilité et l'harmonisation des statistiques en Afrique, pour soutenir la bonne gouvernance économique, l'intégration régionale et le développement durable en Afrique.

Au plan national, depuis l'année 2006, l'INS produit régulièrement, et selon un calendrier bien précis, les comptes économiques, avec comme année de base 2006.

Il convient de noter que les comptes nationaux constituent un instrument de mesure de l'économie. A ce titre, ils sont un excellent moyen d'informations mis à la disposition du pays pour connaître son économie et orienter les choix économiques, un instrument utilisé pour la prévision économique et un moyen pour les comparaisons internationales.

Cependant, certaines activités étaient insuffisamment couvertes ou pas du tout couvertes. En outre, l'année 2012 a vu l'avènement de la production pétrolière au Niger. Le Niger vient aussi d'adopter son Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021, dont le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre requièrent des indicateurs actualisés et à jour, fiables et de qualité.

Par ailleurs, selon les recommandations internationales, compte tenu de l'évolution des structures des économies, les pays doivent procéder, tous les cinq (ans) ou dix (10) ans, au renouvellement de leur année de base.

L'ensemble de tous ces événements ont eu sans doute des répercussions sur la structure de l'économie nigérienne. Ils ont conduit l'INS à élaborer un Plan d'action, en août 2015, pour la valorisation du PIB du Niger, avec une nouvelle base 2015, et pour la migration du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 1993 vers le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 2008.

La mise en œuvre de ce plan d'action devrait permettre le renforcement de la qualité des comptes nationaux, notamment l'amélioration de la couverture et l'actualisation de la structure de l'économie.

II. PRINCIPAUX RESULTATS ISSUS DU CHANGEMENT D'ANNEE DE BASE ET DE MIGRATION AU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE (SCN) DE 2008

Les travaux de valorisation du PIB sous la nouvelle année de base 2015 et de migration au SCN 2008 ont débuté en 2016. Ils ont conduit l'INS à réaliser plusieurs opérations de collecte et à améliorer les méthodes de traitement et de compilation des données. La nouvelle année de base a été finalisée en avril 2018 et l'année courante 2016 réalisée en avril 2019.

II. 1 Amélioration de la couverture des données sources

2.1.1 Agriculture

Les travaux de valorisation du PIB sous la nouvelle base 2015 ont permis de prendre en compte certains produits qui ne l'étaient pas sous l'ancienne base 2006 : il s'agit du moringa, des mangues, des goyaves et agrumes, qui représentent 5,8% de la production agricole et une contribution de 1,6 point à la réévaluation du PIB.

2.1.2 Sylviculture et exploitation forestière

L'une des faiblesses des comptes nationaux du Niger est la sous-représentativité des produits forestiers dans le PIB, du fait notamment de l'absence des enquêtes de base. Au cours des travaux, des efforts ont été fournis pour saisir la contribution au PIB d'un certain nombre de produits à travers quelques enquêtes spécifiques ou en se référant à l'enquête budget consommation. Ces produits concernent les feuilles de baobab, le palmier doum, le *malohia*, le *yodo*, le criquet, le jujubier, le tamarin, le *tafassa*. La prise en compte de ces produits s'est traduite par un relèvement de la valeur ajoutée de cette branche de 81,0 milliards (sous l'ancienne base) à 120,2 milliards (sous la nouvelle base). Au total, la branche a contribué pour 0,9 point à la réévaluation du PIB.

2.1.3 Entreprises du secteur moderne

La maîtrise de la population des entreprises du secteur moderne a constitué toujours un défi majeur pour l'INS du Niger, en dépit de l'existence d'un répertoire d'entreprises actualisé chaque année. En effet, dans ce répertoire, il est dénombré 45724 entreprises ou établissements dont 13719 sont déclarés comme appartenant au secteur moderne. Les travaux d'identification réalisés ont permis de retenir 8579 entreprises modernes dont 5069 faisaient déjà l'objet d'estimation dans l'ancienne base. Lors des travaux actuels de rebasage, trois (03) phases de collecte, de plus d'un mois chacune, ont été effectuées en vue de saisir le maximum d'informations. Ces opérations ont permis d'élargir le champ des entreprises du secteur moderne et d'obtenir des données comptables d'une partie importante de ces entreprises. La

couverture a touché particulièrement les entreprises d'exploration et de recherche, de construction, de commerce et de transports.

Il convient de noter également que des redressements ont été opérés sur certaines entreprises après confrontation avec d'autres sources. En dépit des efforts de collecte que l'INS a effectués, on dénombre environ 1850 documents des entreprises non collectés. Pour ces cas précis, des estimations sont réalisées en utilisant un compte type moyen pour les entreprises nouvelles et un taux d'évolution pour les anciennes entreprises.

Ainsi, la valeur ajoutée est portée de 925,7 milliards (sous l'ancienne base) à 1525,9 milliards avec la nouvelle base 2015, soit une augmentation de la valeur ajoutée de l'ordre de 600,2 milliards, correspondant à une contribution à l'augmentation du PIB de 14,0%.

2.1.4 Entreprises du secteur informel non agricole

Pour ces entreprises du secteur non formel, quatre (04) sources ont en effet mises à contribution : l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENESI) de 2012, l'enquête sur la monographie des activités informelles réalisées en 2017, l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017 et les enquêtes spécifiques. Ces opérations ont permis d'élargir le champ de ce secteur, avec la prise en compte des activités telles que la fabrication de matériels de transport, l'utilisation des panneaux solaires et groupes électrogènes, la production des ménages en recherche d'eau, le transport par eau, la vente des cartes communications et les jeux de hasard. La prise en compte de ces activités s'est traduite par une augmentation de la valeur ajoutée de 43,9 milliards, soit une contribution de 1,0 point à l'augmentation du PIB.

2.1.5 Activités de la Direction nationale de la BCEAO pour le Niger

Pour la première fois, les activités de la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger ont été estimées. La méthode a consisté à appliquer la part de la masse monétaire du Niger aux éléments du coût déterminés à partir des frais généraux de la BCEAO. Cet exercice a permis de relever la valeur ajoutée de 3,3 milliards, contribuant à l'augmentation de 0,1 point du PIB.

2.1.6 Production des ménages en recherche d'eau

L'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA 2014) a permis de rapprocher la dépense de consommation finale en recherche d'eau en production non marchande des ménages en recherche d'eau qui n'était pas auparavant prise en compte. La valeur est estimée à 28,8 milliards, contribuant ainsi à rehausser le PIB de 0,7 point.

2.1.7 Production d'énergie par les panneaux solaires et les groupes électrogènes

Une enquête auprès des importateurs/vendeurs des panneaux solaires et des utilisateurs de ces appareils a permis d'estimer la valeur ajoutée de cette sous branche à 8,9 milliards, contribuant à une réévaluation du PIB de 0,2 point.

2.1.8 Activités d'orpaillage

Les données statistiques sur les activités informelles d'orpaillage ont été difficiles à collecter. En effet, il n'a pas été possible d'obtenir la moindre information sur l'orpaillage lors de l'enquête ERI-ESI, d'où l'organisation d'une enquête spécifique pour cette activité. Les estimations de la production d'orpaillage sont assises sur cette enquête, l'enquête menée par le Ministère des Mines et un recoupement des informations sur le commerce extérieur. Il est ressorti une valeur ajoutée de 40,8 milliards contre 7,5 milliards dans l'ancienne base, soit une contribution de 0,8 point à l'augmentation du PIB.

2.1.9 Activités de prostitution

C'est une activité qui n'a pas été prise en compte dans l'ancienne base. Une enquête dite auprès des professionnelles de sexe a permis de rehausser le PIB de 6,1 milliards, soit 0,1 point de plus.

II. 2 Amélioration de la méthodologie et prise en compte de certains points de changement du SCN 2008

2.2.1 Prise en compte des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012

La prise en compte des résultats du RGP/H, notamment le taux d'accroissement de la population qui passe de 3,3% au recensement de 2001, à 3,9% à celui de 2012, a entraîné un relèvement des indicateurs en volume particulièrement en ce qui concerne le secteur informel dans sa globalité.

2.2.2 Prise en compte de l'Enquête sur les conditions de vie des ménages

Deux enquêtes nationales sur les conditions de vie des ménages et de l'agriculture (ECVMA) ont été utilisées pour estimer par produit, la consommation finale des ménages. Il s'agit de celles de 2011 et de 2014. Ainsi, après extrapolations à partir de la population et des indices des prix à la consommation et suite aux ajustements opérés, la valeur de la consommation finale des ménages s'est établie à 3797,0 milliards, soit une augmentation de 967,2 milliards comparativement à l'ancienne base. Ce qui correspond à une contribution de 22,6 points au PIB.

2.2.3 Prise en compte de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017 et des autres enquêtes sur le secteur informel

La prise en compte de cette nouvelle enquête sur le secteur informel a permis d'actualiser les taux de marge commerciale et le compte type ou compte moyen par unité de production informelle dont la valeur ajoutée était, pour plusieurs sous-branches, plus élevée que les anciennes estimations. Il convient également de souligner que le passage du taux d'accroissement de la population de 3,3% (recensement de 2001) à 3,9% (recensement de 2012) a contribué à augmenter la valeur ajoutée de ce secteur, étant donné qu'une bonne partie des indicateurs de volume utilisés porte sur l'évolution de la population.

En isolant les activités qui n'étaient pas couvertes dans l'ancienne base (fabrication de matériels de transport, utilisation panneaux solaires, etc.), il ressort que la valeur ajoutée du secteur informel hors agriculture s'est établie à 1183,8 milliards contre 925,8 milliards sous l'ancienne base, soit une contribution de 6,0 points à l'augmentation du PIB.

2.2.4 Amélioration de la méthode d'estimation des productions agricoles et de l'élevage

Une enquête sur les prix auprès des agriculteurs et éleveurs réalisée sur l'ensemble du territoire national a permis de relever le niveau des prix des produits de l'agriculture et de l'élevage. Outre ces niveaux de prix, il a été pris en compte l'actualisation des paramètres techniques de l'élevage. Ces différents éléments ont induit une augmentation importante de la valeur ajoutée de ces branches.

Pour l'agriculture, il est enregistré une hausse de la valeur ajoutée de 136,6 milliards, soit une contribution au PIB de 3,2 points. En ce qui concerne l'élevage, la contribution à l'augmentation du PIB a été de 2,0 points.

Il convient de noter que l'agriculture occupe une place de choix dans l'économie nigérienne ; c'est pourquoi, il est instauré chaque année un processus de suivi, de collecte et d'évaluation des campagnes agricoles. Le problème d'imputabilité de la campagne agricole a été abordé, c'est-à-dire lorsqu'une campagne agricole chevauche sur deux années civiles, période standard d'élaboration des comptes nationaux. Au Niger, deux campagnes agricoles sont retenues. La première, dénommée « campagne d'hivernage de l'année n » qui est la plus importante avec près de 65% à 70% de la production globale, se déroule de juin à octobre de l'année n. La seconde, qui porte sur les cultures irriguées se déroule de novembre de l'année n à mars/avril de l'année n+1 dont le poids de la production tourne autour de 30% à 35%. Les travaux d'imputabilité réalisés pour l'année 2015 ont fait ressortir que seulement 2% à 4% de cette production sont concernés. Le choix a été fait de reporter toute la production agricole à l'année n+1.

2.2.5 Amélioration de la méthode d'estimation des loyers imputés

L'INS du Niger calcule déjà cet agrégat. Avec les résultats du RGP/H 2012, le taux d'accroissement de la population est passé de 3,3% à 3,9%. De même la structure

de la population a connu quelques changements. L'enquête sur les prix des services de logement a permis également de relever le niveau des prix estimés par type d'habitation. La prise en compte de l'ensemble de ces éléments s'est traduite par un relèvement de plus de 5,6 milliards de la valeur ajoutée du loyer imputé, soit une contribution de 0,1 point à l'augmentation du PIB.

2.2.6 Amélioration de la méthode d'estimation des administrations publiques centrales, de l'éducation et santé publiques

La méthode de calcul de la production non marchande des administrations publiques (APUC, éducation et santé) ignorait, sous l'ancienne base 2006 (peut-être négligeable à l'époque), une partie importante des salaires payés aux contractuels qui sont logés dans le poste « transferts et subventions » du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) qui constitue le document de référence pour le traitement des comptes des administrations publiques. En plus, certaines activités liées à l'enseignement et à la santé exercées par certains établissements publics à caractère administratif étaient logées dans les comptes des administrations publiques centrales. Le retraitement des informations a permis de relever significativement le poids de l'éducation et de la santé publique au détriment de l'administration publique centrale.

Ainsi, la contribution de l'administration centrale à l'augmentation du PIB s'est repliée de 1,4 point, tandis que pour l'éducation et la santé les contributions ont été positives respectivement de 3,3 points et 0,2 point.

2.2.7 Amélioration de la méthode d'estimation des impôts et taxes

Lors des travaux de la base de 2006, il n'a pas été possible de distinguer dans le TOFE les autres impôts sur les produits des autres impôts sur la production. Ce qui fait que le poste impôts et taxes nets sur les produits se limitait à la Taxe sur la valeur ajoutée, aux droits et taxes à l'import et à l'export. La prise en compte des autres impôts sur les produits a permis de relever cet agrégat de 36,6 milliards, soit une contribution à l'augmentation du PIB de 0,9 point.

2.2.8 Amélioration de la méthode de calcul du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM)

Le SIFIM a été calculé sur la base des éléments suivants fournis par la Banque Centrale : taux d'intérêt interbancaire, taux d'inflation en moyenne annuelle, taux d'intérêt débiteurs et créditeurs par secteur, crédits par nature du débiteur et dépôts selon la nature de la clientèle. Sur la base de ces éléments, la valeur du SIFIM est ressortie à 41,1 milliards ; elle a été répartie entre utilisateurs pour un montant de 38,6 milliards au titre des consommations intermédiaires et pour 2,5 milliards en tant que consommation finale. Comparée à la valeur de l'ancienne base (30,2 milliards), elle est en hausse de 10,9 milliards impactant ainsi négativement le PIB du même montant.

Il convient de noter que du fait de la non disponibilité des données, le SIFIM exporté et le SIFIM importé n'ont pas été évalués.

2.2.9 Amélioration de la méthode d'estimation de la production de l'assurance dommage

La production de l'assurance dommage est calculée à partir des éléments contenus dans le rapport annuel sur les assurances produit par le Ministère des Finances. Dans ce rapport, figurent des informations relatives à la prime acquise, aux indemnités, aux réserves techniques et aux provisions. La deuxième méthode proposée par le SCN a été retenue pour le calcul des indemnités ajustées. Ce changement méthodologique n'a pas eu d'impact significatif sur la valeur ajoutée (la différence est de 178 millions).

2.2.12 Prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

Il s'agit d'une information qui a été difficile à obtenir, compte tenu de son caractère sensible. Néanmoins des recoupements d'information ont permis d'estimer le montant des dépenses d'armement qui sont incluses en partie dans les dépenses de l'Etat (le pays a reçu aussi des dons en équipement militaire et sécuritaire). Conformément aux recommandations du SCN 2008, les dépenses d'équipement relatives aux véhicules blindés et autres matériels de combat sont classées dans la FBCF. Cependant, les matériels à usage unique tels que les minutions, les lance-roquettes sont classés en consommation intermédiaire (et non en stock), compte tenu des menaces sécuritaires dont fait face le pays et qui nécessitent leur utilisation continue.

2.2.13 Prise en compte de la Recherche et développement

La recherche et développement dont il est question porte sur les services publics de l'Etat tels que les Universités et les Instituts de recherche. Une production non marchande a été évaluée sur la base des coûts engagés. Globalement, il n'y a pas eu d'impact sur le niveau du PIB, puisqu'il s'est agi tout simplement de reclasser ces dépenses de la consommation finale (SCN93) en FBCF (SCN 2008).

Globalement, les travaux de changement d'année de base et de migration au SCN 2008 ont porté principalement sur :

- la révision des nomenclatures ;
- la révision des sources statistiques ;
- la révision des méthodes d'estimation ;
- la révision des concepts du SCN ;
- les corrections d'erreurs passées ;
- la prise en compte d'autres phénomènes (informel, ECVMA, nouveaux produits, eau en milieu rural, etc.).

Il convient de noter que les principaux points de changement retenus par l'INS du Niger et qui paraissent pertinents pour l'économie nationale concernent :

- (i) la création d'un sous-secteur pour les ISBLSM ;

- (ii) l'estimation de la production non marchande de la Banque Centrale pour le Niger ;
- (iii) l'affinement de la méthode de calcul du SIFIM et sa ventilation ;
- (iv) l'amélioration de la méthode de calcul de la production d'assurance dommage ;
- (v) l'extension du champ de la FBCF pour y inclure les dépenses d'armement ;
- (vi) l'amélioration de la couverture des données sur l'exploration et l'évaluation minière ;
- (vii) la prise en compte de la production non marchande des ménages en recherche d'eau ;
- (viii) l'enregistrement des impôts en droits constatés ;
- (ix) l'estimation de la recherche et développement ;
- (x) la prise en compte de certains concepts du SCN, qui n'ont pas, cependant, d'impact sur le PIB.

L'ensemble de ces travaux de valorisation du PIB et de migration au SCN 2008 se sont soldés par une révision à la hausse du PIB de l'ordre de 33,3%. L'amélioration de la couverture des données sources a contribué à la réévaluation du PIB pour 18,3 points, tandis que les améliorations méthodologiques et la prise en compte de certains points de changement du SCN 2008 ont contribué pour 15,0 points.

Tableau 2 : taux de réévaluation selon le domaine d'activités

Domaine d'activité	Type de changement	Taux de réévaluation
Couverture des activités économiques	Amélioration couverture des données sources	18,3%
Méthodologie et impacts liés au SCN 2008	Amélioration des méthodes de traitement et la prise en compte de certains points de changement	15,0%

Source : INS Niger

L'examen des résultats selon les composantes du PIB (optiques production et demande) permet de faire les commentaires suivants :

II.3 L'impact de la révision du PIB selon les secteurs d'activité

Tableau 3 : Résultats du PIB du Niger réévalué par secteur d'activités économiques

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Secteur primaire	1 863 453	1 542 642	320 811	20,80%	32,6%	36,0%
Secteur secondaire	1 233 877	772 477	461 400	59,70%	21,6%	18,0%
Secteur tertiaire	2 244 760	1 637 283	607 477	37,10%	39,3%	38,2%
Valeur ajoutée brute	5 342 090	3 952 402	1 389 688	35,20%	93,5%	92,2%
Impôts et taxes nets sur les produits	372 949	336 389	36 560	10,90%	6,5%	7,8%
Produit Intérieur Brut (PIB)	5 715 039	4 288 791	1 426 248	33,30%	100,0%	100,0%

Source : INS Niger

2.3.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une valeur ajoutée de 1863,4 milliards, soit 32,6% du PIB. Il est en hausse de 320,2 milliards par rapport à l'ancienne base, soit une réévaluation de 7,5%. Toutes les composantes de ce sous-secteur ont contribué à cette réévaluation, à l'exception de la branche pêche et pisciculture.

La valeur ajoutée de l'agriculture a été revue à la hausse de 206,8 milliards par rapport aux comptes dans l'ancienne année de base pour représenter 21,2% du PIB, soit une contribution à la réévaluation de 4,8 points. L'augmentation de la production agricole s'explique, à la fois, par une révision des prix aux producteurs et par la prise en compte de certaines spéculations non couvertes par les comptes actuels, notamment le moringa et certains fruits.

Comme au niveau de l'agriculture, le rehaussement de la production de l'élevage est lié à la révision à la hausse des prix du producteur, mais également à une actualisation de certains paramètres, tels que le taux d'exploitation, le taux de natalité, le taux de mortalité et le taux de lactation. Ainsi, la valeur ajoutée de l'élevage a augmenté de 85,6 milliards pour représenter 8,3% du PIB, soit une contribution à la réévaluation du PIB de 2,0 points.

Quant à l'exploitation forestière, certains produits non disponibles dans l'ancienne base 2006 tels que les feuilles de baobab, « *malohiya* », tamarin, « *yodo* » ont été estimés, se traduisant par une augmentation du PIB de 39,2 milliards. La valeur ajoutée de ce sous-secteur représente 2,1% du PIB et contribue pour 0,9 point à la réévaluation du PIB.

Par contre, il a été relevé une surestimation de la production de la pêche. Les actions de « Boko Haram » dans la région de Diffa ont sensiblement réduit la production de poisson dans cette région qui fournit plus de la moitié de la production nationale. Ainsi, la valeur ajoutée s'est repliée de 10,8 milliards pour représenter 1,0% du PIB. Elle a contribué à réduire le PIB de 0,3 point.

Tableau 4 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur primaire

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Agriculture	1 212 260	1 005 425	206 835	20,60%	21,2%	23,4%
Elevage et chasse	472 613	387 011	85 602	22,10%	8,3%	9,0%
Sylviculture et exploitation forestière	120 190	80 998	39 192	48,40%	2,1%	1,9%
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 390	69 209	-10 819	-15,60%	1,0%	1,6%
Total secteur primaire	1 863 453	1 542 643	320 810	20,80%	32,6%	36,0%

Source : INS Niger

2.3.2 Secteur secondaire

La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est établie à 1233,9 milliards, en hausse de 461,4 milliards par rapport à l'ancienne base. Représentant 21,6% du PIB, ce secteur a contribué pour 10,8 points à la réévaluation du PIB. Deux (02) facteurs majeurs expliquent la hausse du secteur secondaire ; il s'agit de la prise en compte des enquêtes sur le secteur informel et de l'élargissement du champ des entreprises. Toutes les branches sont concernées. Les branches extraction, fabrication, énergie/eau et construction ont contribué à la réévaluation du PIB pour 5,1 points, 3,3 points, 0,9 point et 1,5 point respectivement.

L'amélioration des sources de données, la prise en compte de la production de certains sites d'orpaillage, de plusieurs entreprises évoluant dans le domaine d'exploration et d'évaluation minière, l'impact de la production agricole dans celle des productions alimentaires, l'intégration des estimations sur l'utilisation des panneaux solaires et groupes électrogènes ainsi que la production non marchande des ménages en recherche d'eau expliquent largement cette importante hausse du secteur secondaire.

Tableau 5 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur secondaire

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Activités extractives	567 836	347 790	220 046	63,3%	9,9%	8,1%
Activités de fabrication	383 259	242 617	140 642	58,0%	6,7%	5,7%
Production et dist. Électricité et gaz	49 791	39 086	10 705	27,4%	0,9%	0,9%
Production et dist. Eau, assainissement	44 125	14 144	29 981	67,9%	0,8%	0,3%
Construction	188 866	128 304	60 562	211,9%	3,3%	3,0%
Total secteur secondaire	1 233 877	772 478	461 399	59,7%	21,6%	18,0%

Source : INS Niger

2.3.3 Secteur tertiaire

La valeur ajoutée du secteur tertiaire se chiffre à 2244,8 milliards, en hausse de 607,5 milliards par rapport à l'ancienne année de base. Avec un poids de 39,3% du PIB, il contribue à la réévaluation du PIB de 14,2%. Cette réévaluation est liée, à la fois, à l'élargissement du champ des entreprises modernes, à la prise en compte des enquêtes sur le secteur informel et à l'amélioration méthodologique.

L'élargissement du champ de couverture a concerné les activités de commerce, de restauration et d'autres services. La production du commerce a aussi bénéficié du relèvement des taux de marge commerciale. L'amélioration méthodologique a porté sur le loyer imputé, l'éducation et la santé.

Par contre, l'amélioration méthodologique s'est traduite par une baisse de la valeur ajoutée des branches administration publique centrale, transport et entreposage. Pour l'administration publique centrale, il s'est agi de transfert de certaines dépenses vers l'éducation et la santé. En ce qui concerne la branche transport, il a été procédé aux transferts de certaines entreprises vers la branche commerce.

Tableau 6 : valeurs ajoutées réévaluées des branches du secteur tertiaire

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Commerce de gros et de détail, réparation auto	802 730	514 536	288 194	56,00%	14,0%	12,0%
Transports et entreposages	130 643	158 846	-28 203	-17,80%	2,3%	3,7%
Activités d'hébergement et de restauration	75 472	48 873	26 599	54,40%	1,3%	1,1%
Information et communications	133 722	110 446	23 276	21,10%	2,3%	2,6%
Activités financières et d'assurances	81 379	54 094	27 285	50,40%	1,4%	1,3%
Activités immobilières	96 877	64 395	32 482	50,4%	1,7%	1,5%
Activités professionnelles et techniques	78 736	44 209	34 527	78,1%	1,4%	1,0%
Activités de soutien et de bureau	63 337	25 562	37 775	147,8%	1,1%	0,6%
Activités d'administration publique	402 277	463 108	-60 831	-13,10%	7,0%	10,8%
Enseignement	210 012	51 261	158 751	309,70%	3,7%	1,2%
Activités de santé humaine et d'action sociale	80 755	54 380	26 375	48,50%	1,4%	1,3%
Activités d'autres services	88 820	47 573	41 247	86,70%	1,6%	1,1%
Total secteur tertiaire	2 244 760	1 637 283	607 477	37,10%	39,3%	38,2%

Source : INS Niger

2.3. Impôts et taxes nets sur les produits

Représentant 6,5% du PIB, les impôts et taxes nets sur les produits ont enregistré une hausse de 36,6 milliards par rapport à l'ancienne base. Ceci correspond à une réévaluation de 0,8 point du PIB. La non prise en compte des autres impôts sur les produits dans l'ancienne base, du fait notamment de l'absence des détails pouvant permettre d'isoler cet agrégat des autres impôts sur la production, explique cet écart.

II.4 L'impact de la révision du PIB selon les secteurs moderne et informel

Vu sous l'angle formel/informel, la valeur ajoutée du secteur moderne a augmenté de 804,0 milliards, tandis que celle du secteur informel a progressé de 622,3 milliards, comparativement à l'ancienne base. Le poids du secteur moderne s'est situé à 45,9% du PIB et celui du secteur informel à 54,1%, contribuant ainsi à la réévaluation du PIB de 18,8 points et 14,5 points, respectivement.

Tableau 7 : résultats du PIB du Niger réévalué selon les secteurs moderne et non moderne

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Secteur moderne	2 252 326	1 484 904	767 422	51,70%	39,4%	34,6%
Secteur informel	3 089 764	2 467 498	622 266	25,20%	54,1%	57,5%
Valeur ajoutée brute	5 342 090	3 952 402	1 389 688	35,20%	93,5%	92,2%
Impôts et taxes nets sur les produits	372 949	336 389	36 560	10,90%	6,5%	7,8%
Produit Intérieur Brut (PIB)	5 715 039	4 288 791	1 426 248	33,30%	100,0%	100,0%

Source : INS Niger

II.5 L'impact de la révision du PIB vue sous l'angle de la demande

L'analyse du tableau n°8 ci-dessous indique que, en ce qui concerne les emplois du PIB, la réévaluation a porté essentiellement sur la consommation finale et les investissements.

Expliquée par la prise en compte des résultats des enquêtes sur les conditions de vie des ménages et de l'agriculture (ECVMA 2011 et 2014), des salaires des enseignants et agents de santé contractuels, l'affinement de la méthode de traitement du budget d'investissement de l'Etat, la consommation finale a augmenté de 1267,9 milliards par rapport à l'ancienne base pour représenter 84,0% du PIB. Cette augmentation correspond à une contribution à la réévaluation du PIB de 29,6 points. La consommation finale des ménages y a joué un rôle important avec une contribution de 22,6 points, suivie par la consommation finale publique avec une contribution de 6,7 points et celle des ISBLSM avec 0,3 point.

Tableau 8 : Résultats par emplois du PIB du Niger

En millions de FCFA courants	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart en millions FCFA	Ecart en %	Poids dans le PIB selon :	
					La base 2015	La base 2006
Consommation finale totale	4 802 896	3 534 995	1 267 901	35,90%	84,0%	82,4%
Consommation finale des ménages	3 797 012	2 829 770	967 242	34,20%	66,4%	66,0%
Consommation finale des APU	951 688	662 795	288 893	43,60%	16,7%	15,5%
Consommation finale des ISBLSM	54 196	42 430	11 766	27,70%	0,9%	1,0%
Formation brute de capital (Investissement)	1 839 095	1 717 561	121 534	7,10%	32,2%	40,0%
Exportations de biens et services	816 895	780 082	36 813	4,70%	14,3%	18,2%
Importations CAF des biens et services	1 743 847	1 743 847	0	0,00%	30,5%	40,7%
Produit Intérieur Brut (PIB)	5 715 039	4 288 791	1 426 248	33,30%	100,0%	100,0%

Source : INS Niger

Représentant 32,2% du PIB, les investissements progressent de 121,5 milliards dans la nouvelle base pour contribuer à 2,8 points à la variation du PIB. Cette progression

a été portée, à la fois, par les investissements privés (2,0 points de contribution) et les investissements publics (0,8 point de contribution).

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le choix a été de retenir les estimations réalisées par la Banque Centrale. Cependant, le niveau des exportations des biens a été ajusté pour tenir compte des exportations d'or issus de l'orpaillage. Ce qui a induit une contribution de 0,8 point à l'augmentation du PIB.

II.6. Impacts de la révision du PIB sur les autres agrégats macroéconomiques

Le tableau n°9 ci-dessous montre que certains agrégats économiques rapportés au PIB se sont améliorés (PIB par tête, déficits budgétaires, encours de la dette publique, balance commerciale, solde des transactions courantes etc.) tandis que d'autres se sont dégradés (recettes fiscales, investissements, recettes budgétaires, exportations de biens et services).

Tableau 9 : Principaux indicateurs et ratios

<i>En pourcentage du PIB sauf indication contraire</i>	Nouvelle base 2015	PIB 2015 base 2006	Ecart
PIB nominal par habitant (1000 FCFA)	298,9	224,3	74,6
PIB nominal par habitant (US dollars)	506,4	380	126,4
Revenu National Brut par habitant (en 1000 FCFA)	294,1	219,5	74,6
Part de l'informel hors agriculture globale dans le PIB	21,5	21,6	-0,1
Part de l'agriculture global dans le PIB	32,6	36,0	-3,4
Consommation finale globale	84,0	82,4	1,6
Consommation finale des ménages	66,4	66,0	0,4
Investissement (FBC)	32,2	40,0	-7,8
Exportations de biens et services	13,7	18,2	-4,5
Importations CAF des biens et services	30,5	40,7	-10,2
Recettes budgétaires	13,4	17,9	-4,5
Recettes fiscales totales	12,0	16,0	-4,0
Dépenses totales	24,2	32,3	-8,1
Dépenses courantes	11,5	15,3	-3,8
Dépenses en capital	12,7	16,9	-4,2
Solde budgétaire global, hors dons	-10,8	-14,4	3,6
Solde budgétaire global, avec dons	-6,8	-9,0	2,2
Encours de la dette publique totale	26,9	35,8	-8,9
Balance commerciale	-9,2	-12,3	3,1
Solde extérieur courant	-15,4	-20,5	5,1

Source : INS Niger

II.7 Comparaison avec les PIB réévalués d'autres pays africains

Les données contenues dans le tableau n°10 ci-dessous montrent que les travaux de valorisation des PIB de certains pays africains ont contribué à des niveaux de leurs réévaluations très divers, de plus de 4% en Afrique du sud, à plus de 60% au Nigéria, en passant à plus de 5% au Maroc, plus de 8% au Cameroun et de 30% au Sénégal. Ces niveaux de réévaluation dépendent, en grande partie, du niveau de couverture par les statistiques du pays, de ses différents secteurs et de ses différentes branches d'activités économiques.

Tableau 10 : PIB réévalués de quelques pays africains

Pays	Afrique du Sud	Cameroun	Kenya	Maroc	Mauritanie	Nigeria	Sénégal	Tanzanie
Revalorisation du PIB	+4,0%	+8,0%	+25,0%	+5,0%	+25,2%	+60,0%	+30,0%	+ 27,8%

II.8 Conclusion - Perspectives

Les travaux d'élaboration de la nouvelle année de base 2015 et de migration vers le SCN 2008 ont permis de prendre en compte les nouvelles classifications internationales (CITI, rev4 et CPC, rev2), d'utiliser de nouvelles sources de données, d'améliorer les méthodes de traitement des données, d'introduire certaines innovations du SCN 2008 et de corriger des erreurs constatées après la construction de l'ancienne base.

Les résultats obtenus des travaux réalisés par l'INS, de 2015 à 2018, selon le SCN 2008, font apparaître un changement important dans la structure de l'économie nigérienne, huit (08) ans après l'élaboration de la base 2006, selon le SCN 1993. Ils donnent une nouvelle valeur du PIB de l'année de base, 2015, qui est réévaluée de +33,3%, par rapport à l'ancienne année de base 2006, élaborée selon les concepts du SCN 1993.

Les travaux engagés, par l'INS, vont se poursuivre, avec les estimations définitives du PIB 2017 et provisoires de l'année 2018. L'INS va aussi procéder aux travaux de rétopolation, sur une période suffisamment longue, selon le SCN 2008, afin de disposer de séries permettant d'apprécier l'évolution réelle de la situation économique du Niger et servir de base pour le cadrage macroéconomique. La réalisation de cette retopolation devrait également servir de base à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

III. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE : PREMIERES ESTIMATIONS DE L'ANNEE, COMPTES RAPIDES 2018

ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN 2018

Les premières estimations du Produit Intérieur Brut (PIB) aux prix de l'année 2015 indiquent une consolidation de la croissance économique en 2018. Le taux de croissance s'est établi à 7,0% en 2018 après une hausse de 5,0% en 2017 et 5,7% en 2016.

Selon l'**optique offre**, ce renforcement de la croissance est essentiellement imputable à la production agricole, à la branche construction, aux services non marchands des administrations publiques et aux impôts et taxes nets sur les produits. Les évolutions sectorielles se présentent comme suit :

Tableau 11 : Taux de croissance du PIB par secteurs d'activité

<i>Secteurs d'activité</i>	2016	2017	2018
Secteur primaire	17,4%	5,4%	7,1%
Secteur secondaire	-2,2%	6,8%	6,0%
Secteur tertiaire	3,6%	4,1%	5,8%
Total des valeurs ajoutées	7,1%	5,2%	6,3%
Impôts sur les produits	-13,9%	2,3%	19,5%
Produit Intérieur Brut	5,7%	5,0%	7,0%

Source : INS Niger

Le **secteur primaire** s'est accru de 7,1%, en rapport avec une bonne pluviométrie, répartie dans l'espace et dans le temps, contre 5,4% en 2017. Ainsi, la production agricole a enregistré une hausse de 8,4% et la production élevage 4,7%. La branche agriculture continue de bénéficier de l'intensification des dépenses publiques consacrées aux cultures irriguées, à la modernisation de l'agriculture pluviale dans le cadre de l'Initiative 3N et des projets structurants du développement rural appuyés par le Millénium Challenge Corporation. Au total, ce secteur a représenté 36,4% du PIB en 2018.

Tableau 12 : Taux de croissance des branches du secteur primaire

<i>Branches</i>	2016	2017	2018
Agriculture	23,1%	6,2%	8,4%
Elevage et chasse	7,1%	4,2%	4,7%
Sylviculture et exploitation forestière	3,3%	2,8%	2,7%
Pêche, pisciculture, aquaculture	11,7%	2,6%	3,6%
Secteur primaire	17,4%	5,4%	7,1%

Source : INS Niger

Pour ce qui est du **secteur secondaire**, il a enregistré une croissance de 6,0% en 2018, après une hausse de 6,8% en 2017. Cette décélération s'explique par la baisse de la production de l'uranium qui passe de 3485 tonnes en 2017 à 2937 tonnes en 2018 en rapport avec l'épuisement du site de la Cominak et par celle de la production du pétrole brut qui a connu une baisse d'environ 9%, en liaison avec les travaux de maintenance qui ont entraîné l'arrêt de la production pendant un certain moment.

Par contre, des performances sont notées au niveau des activités de production énergétique et de construction qui bénéficient du dynamisme de la demande et de la poursuite des travaux d'infrastructures. Ainsi, la branche production d'électricité et gaz, après une baisse de 0,7% en 2017, a rebondi à 9,3% en 2018, en rapport avec une hausse de la demande et un meilleur approvisionnement de la fourniture d'énergie électrique. La branche construction enregistre un taux de croissance de 19,7% en lien avec les travaux d'infrastructures.

Au total, le secteur secondaire a représenté 20,1% du PIB en 2018.

Tableau 13 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire

<i>Branches</i>	2016	2017	2018
Activités extractives	-11,3%	6,4%	2,7%
Activités de fabrication	5,5%	7,4%	2,9%
Production et distribution Électricité et gaz	4,4%	-0,8%	9,3%
Production et distribution eau, assainissement	5,7%	1,8%	5,3%
Construction	5,6%	9,7%	19,3%
Secteur secondaire	-2,2%	6,8%	6,0%

Source : INS Niger

S'agissant du **secteur tertiaire**, la croissance se consolide avec un taux de 5,8% en 2018 contre 4,1% en 2017, en raison de la bonne tenue des activités des transports, de communications et des services non marchands des Administrations publiques qui augmentent respectivement de 6,6%, 7,1% et 9,0%. Au total, ce secteur représente 37,7% du PIB en 2018.

Tableau 14 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire

<i>Branches</i>	2016	2017	2018
Commerce, réparation auto et motocycles	4,2%	6,2%	5,7%
Transports et entreposages	7,6%	5,1%	6,6%
Activités d'hébergement et de restauration	1,1%	5,5%	6,2%
Communications et information	11,7%	7,0%	7,1%
Activités financières et d'assurances	6,3%	0,7%	0,9%
Activités immobilières	0,8%	3,8%	3,9%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	4,0%	3,7%	3,6%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	4,6%	4,5%	6,0%
Activités d'administration publique	-2,0%	5,1%	9,0%
Activités d'autres services	4,5%	-2,5%	3,9%
Enseignement	9,1%	-8,5%	1,7%
Activités de santé humaine et d'action sociale	-1,6%	2,0%	5,2%
Autres services n.c.a	-1,1%	9,0%	7,3%
Secteur tertiaire	3,6%	4,1%	5,8%

Source : INS Niger

Les **impôts nets sur les produits** ont enregistré de bonnes performances en 2018 grâce aux différentes réformes mises en œuvre par le Gouvernement pour accroître les recettes, notamment la TVA. Ils ont augmenté de 19,5% en 2018 après le faible taux de 2017 (2,3%). Par rapport au PIB, ils représentent 5,8%.

Au total, les **contributions à la croissance du PIB** des secteurs primaire, secondaire, tertiaire et des impôts nets sur les produits seraient de 2,1 points de pourcentage, 0,6 point, 1,9 point et 0,6 point respectivement en 2018.

Du côté de la demande, la croissance continue d'être portée par la consommation finale et les investissements. Les évolutions des agrégats de la demande se présentent comme suit :

- la consommation finale a progressé de 3,2% en 2018. Cette évolution résulte d'une hausse de 2,4% de la consommation finale des ménages et de 6,9% de celle des administrations publiques. La consommation finale des ménages marque une décélération par rapport à l'année précédente (4,2%) en rapport avec une campagne agricole 2017 moins favorable. Par contre, l'accroissement des dépenses publiques s'explique par la bonne performance de celle des administrations publiques. Au total, la consommation finale représente 82,7% du PIB en 2018 ;
- les investissements ont connu une hausse de 7,9% en 2018 après une augmentation de 2,4% en 2017, due à la forte progression de 17,1% de l'investissement public en lien avec les travaux d'infrastructures et l'augmentation de 3,7% de la FBCF privée expliquée par la poursuite d'un certain nombre de chantiers par les sociétés minière et pétrolière. Au total, les investissements ont représenté 31,8% du PIB en 2018 ;
- les exportations des biens et services ont progressé de 2,6% en 2018 pour représenter 18,8% du PIB, après une hausse de 7,1% en 2017, alors que les importations des biens et des services, 33,3% du PIB, ont affiché un taux de +1,6% en 2018, après une augmentation de 2,1% en 2017.

Globalement, les contributions de la consommation finale, de l'investissement et du commerce extérieur à la croissance du PIB s'établissent à 2,7 points de pourcentage, 2,5 points et 0,0 point, respectivement en 2018.

Tableau 15 : Taux de croissance des emplois du PIB

	2016	2017	2018
(1) Dépense de consommation finale	7,2%	5,7%	6,2%
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>	10,0%	5,5%	5,9%
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>	6,9%	27,8%	3,3%
<i>Dépense de consommation individuelle des APU</i>	-4,1%	5,8%	7,7%
<i>Dépense de consommation collective des APU</i>	-3,6%	5,5%	7,5%
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-12,1%	8,3%	12,1%
(21) Formation brute de capital fixe	-14,0%	9,2%	11,4%
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>	-15,4%	10,3%	7,9%
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>	-11,4%	6,8%	18,4%
(22) Variation de stocks	-261,1%	-51,5%	120,0%
(3) Exportations nettes	-21,7%	17,6%	12,1%
<i>Exportations de biens et de services</i>	-6,1%	5,9%	2,2%
<i>dont exportations de biens</i>	-4,4%	5,5%	1,2%
<i>Importations de biens et de services</i>	-14,4%	11,6%	7,3%
<i>dont importations de biens</i>	-9,0%	9,4%	8,2%
Produit Intérieur Brut	5,7%	5,0%	7,0%
PM. Demande intérieure	1,9%	6,3%	7,6%

Source : INS Niger

En terme nominal, le Produit Intérieur Brut enregistre une progression de 9,8%, passant de 6486,0 milliards en 2017 à 7121,4 milliards en 2018.

Il ressort des évolutions conjuguées du PIB nominal et du PIB réel que le déflateur implicite du PIB est estimé à 104,9 en 2018, en hausse de 2,6 points par rapport à l'année 2017.

Rapporté par tête, le PIB nominal enregistre une hausse de 5,6% pour se situer à 331,7 milliers de FCFA en 2018. Dans le même temps, le PIB réel par habitant s'établit à 316,1 milliers de FCFA, soit une augmentation de 2,9%.

Pour ce qui est du Revenu National Brut (RNB), il ressort à 7012,5 milliards en 2018 contre 6380,5 milliards en 2017. Rapporté par tête, il s'est établi à 326 666 FCFA en 2018 contre 309 000 FCFA en 2017.

En ce qui concerne le taux d'épargne intérieure, il enregistre une progression de 5,6 points de pourcentage en se situant à 15,6% en 2018. Quant au taux d'investissement, il affiche une hausse de 4,7 points de pourcentage en se situant à 29,3% en 2018.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau annexe 1: Produit intérieur brut par secteur institutionnel

Millions FCFA

Libellés	2015	2016	2017	2018
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE				
(1) Production	8 420 048	9 036 275	9 570 655	10 382 576
<i>dont informelle</i>	4 263 708	4 745 873	5 067 441	5 660 656
(2) Consommation intermédiaire	3 077 958	3 261 483	3 420 920	3 664 041
<i>dont informelle</i>	1 173 944	1 270 705	1 349 316	1 466 148
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	5 342 090	5 774 792	6 149 734	6 718 535
Sociétés non financières	1 496 063	1 499 155	1 602 694	1 672 283
Sociétés financières	81 379	87 974	89 326	91 100
Administrations publiques	632 337	669 738	689 613	709 387
Ménages	3 089 764	3 475 168	3 718 125	4 194 508
<i>dont secteur rural</i>	1 862 065	2 185 818	2 333 778	2 735 486
ISBLSM	42 547	42 757	49 976	51 257
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 949	321 646	336 234	402 841
Produit Intérieur Brut = (3) +(4)	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
AUX PRIX DE L'ANNEE 2015				
(1) Production	8 420 048	8 949 064	9 358 902	9 881 060
<i>dont informelle</i>	4 263 708	5 526 435	5 809 858	6 530 688
(2) Consommation intermédiaire	3 077 958	3 230 006	3 345 232	3 487 054
<i>dont informelle</i>	1 173 944	2 076 221	2 180 341	2 651 440
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	5 342 090	5 719 059	6 013 670	6 394 006
Sociétés non financières	1 726 123	1 745 724	1 837 500	1 929 310
Sociétés financières	81 379	86 534	87 139	87 912
Administrations publiques	402 277	394 334	414 445	451 745
Ménages	3 089 764	3 450 214	3 629 516	3 879 248
<i>dont secteur rural</i>	1 862 065	2 185 974	2 303 991	2 466 627
ISBLSM	42 547	42 253	45 070	45 791
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 949	321 083	328 354	392 250
Produit Intérieur Brut = (3) +(4) + (5)	5 715 039	6 040 142	6 342 024	6 786 256

Source : INS

Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché

Millions FCFA

	2015	2016	2017	2018
SECTEUR MODERNE	2 625 275	2 614 256	2 767 843	2 920 553
Agriculture, élevage, forêt et pêche	1 388	1 542	1 611	1 725
Activités extractives	485 188	422 913	465 320	366 524
Activités de fabrication	189 442	194 061	206 778	205 460
<i>Production et distribution électricité et gaz</i>	40 877	42 273	43 665	48 186
<i>Production et distribution eau, assainissement</i>	15 353	16 902	18 404	19 186
Construction	119 599	129 785	147 044	183 879
Commerce, réparation auto et motocycles	292 956	321 065	340 654	357 216
Transports et entreposage	72 390	80 796	82 961	93 223
Activités d'hébergement et de restauration	15 864	17 502	19 671	20 775
Communications et information	128 061	145 912	158 151	172 672
Activités financières et d'assurances	81 379	87 974	89 326	91 100
Activités immobilières	6 999	8 047	8 205	8 476
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	78 736	82 393	86 160	89 604
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	29 712	34 467	34 892	37 459
Activités d'administration publique	402 277	396 446	424 305	501 325
Enseignement	186 151	205 733	190 200	194 187
Activités de santé humaine et d'action sociale	46 432	47 338	48 001	54 769
Activités d'autres services	59 522	57 461	66 261	71 945
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 949	321 646	336 234	402 841
SECTEUR INFORMEL	3 089 764	3 482 182	3 718 125	4 200 823
Agriculture, élevage, forêt et pêche	1 862 065	2 185 818	2 333 778	2 735 486
Agriculture	1 211 771	1 485 497	1 579 735	1 923 076
Elevage	471 714	506 864	554 614	608 482
Sylviculture, exploitation forestière	120 190	127 587	132 344	134 291
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 390	65 870	67 085	69 637
Activités extractives	82 648	83 648	88 363	94 648
Activités de fabrication	193 817	210 297	224 235	240 151
<i>Production et distribution électricité et gaz</i>	8 914	10 317	10 737	11 925
<i>Production et distribution eau, assainissement</i>	28 772	29 834	30 859	32 829
Construction	69 267	73 818	77 996	84 132
Commerce, réparation auto et motocycles	509 774	539 621	574 973	602 857
Transports et entreposage	58 253	62 289	68 075	72 022
Activités d'hébergement et de restauration	59 608	61 135	64 692	66 376
Communications et information	5 661	6 183	7 673	8 631
Activités immobilières	89 878	92 765	95 601	98 484
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	33 625	34 599	38 512	43 807
Enseignement	23 861	25 200	30 480	32 258
Activités de santé humaine et d'action sociale	34 323	34 149	35 516	37 252
Activités d'autres services	29 298	32 509	36 636	39 966
Produit Intérieur Brut	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376

Source : INS

Tableau annexe 3: PIB par branche d'activité économique aux prix de l'année 2015

Millions FCFA

	2015	2016	2017	2018
SECTEUR MODERNE	2 625 275	2 589 928	2 712 508	2 907 007
Agriculture, élevage, forêt et pêche	1 388	1 532	1 602	1 711
Activités extractives	485 188	420 866	450 790	458 902
Activités de fabrication	189 442	201 226	222 124	219 599
Production et distribution électricité et gaz	40 877	42 200	41 116	45 288
Production et distribution eau, assainissement	15 353	16 901	17 330	18 032
Construction	119 599	126 414	143 598	179 045
Commerce, réparation auto et motocycles	292 956	309 611	332 670	347 825
Transports et entreposage	72 390	79 558	83 172	88 643
Activités d'hébergement et de restauration	15 864	16 702	18 575	19 824
Communications et information	128 061	143 434	153 358	164 167
Activités financières et d'assurances	81 379	86 534	87 139	87 912
Activités immobilières	6 999	7 764	8 012	8 253
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	78 736	81 887	84 899	87 956
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	29 712	33 242	34 513	36 045
Activités d'administration publique	402 277	394 334	414 445	451 745
Enseignement	186 151	204 338	183 904	185 927
Activités de santé humaine et d'action sociale	46 432	46 388	46 434	49 035
Activités d'autres services	59 522	55 914	60 472	64 847
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 949	321 083	328 354	392 250
SECTEUR INFORMEL	3 089 764	3 450 214	3 629 516	3 879 248
Agriculture, élevage, forêt et pêche	1 862 065	2 185 974	2 303 991	2 466 627
Agriculture	1 211 771	1 491 596	1 583 456	1 715 737
Elevage	471 714	505 010	526 060	550 558
Sylviculture, exploitation forestière	120 190	124 137	127 557	130 987
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 390	65 231	66 918	69 345
Activités extractives	82 648	82 791	84 992	91 360
Activités de fabrication	193 817	203 180	212 403	227 637
Production et distribution électricité et gaz	8 914	9 791	10 485	11 111
Production et distribution eau, assainissement	28 772	29 733	30 136	31 966
Construction	69 267	73 024	75 168	81 921
Commerce, réparation auto et motocycles	509 774	526 433	555 567	591 008
Transports et entreposage	58 253	60 989	64 503	68 729
Activités d'hébergement et de restauration	59 608	59 563	61 899	65 631
Communications et information	5 661	5 941	6 493	7 104
Activités immobilières	89 878	89 912	93 360	97 095
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	33 625	32 993	34 709	37 355
Enseignement	23 861	24 821	25 766	27 410
Activités de santé humaine et d'action sociale	34 323	33 102	34 684	36 273
Activités d'autres services	29 298	31 967	35 361	38 022
Produit Intérieur Brut	5 715 039	6 040 142	6 342 024	6 786 256

Source : INS

Tableau annexe 4: Produit intérieur brut par secteur d'activité économique

Millions FCFA

Libellés	2015	2016	2017	2018
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE				
Secteur primaire (1)	1 863 453	2 187 360	2 335 389	2 737 211
Agriculture	1 213 159	1 487 039	1 581 346	1 924 801
Elevage et chasse	471 714	506 864	554 614	608 482
Sylviculture et exploitation forestière	120 190	127 587	132 344	134 291
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 390	65 870	67 085	69 637
Secteur secondaire (2)	1 233 877	1 213 848	1 313 401	1 286 921
Activités extractives	567 836	506 561	553 683	461 172
Activités de fabrication	383 259	404 358	431 013	445 611
Production et distribution électricité et gaz	49 791	52 590	54 402	60 111
Production et distribution eau, assainissement	44 125	46 736	49 263	52 015
Construction	188 866	203 603	225 040	268 012
Secteur tertiaire (3)	2 244 760	2 373 584	2 500 944	2 694 403
Commerce, réparation auto et motocycles	802 730	860 686	915 627	960 073
Transports et entreposages	130 643	143 085	151 036	165 245
Activités d'hébergement et de restauration	75 472	78 637	84 363	87 151
Communications	133 722	152 095	165 823	181 303
Activités financières et d'assurances	81 379	87 974	89 326	91 100
Activités immobilières	96 877	100 812	103 806	106 960
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	78 736	82 393	86 160	89 604
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	63 337	69 066	73 404	81 266
Activités d'administration publique	402 277	396 446	424 305	501 325
Enseignement	210 012	230 933	220 680	226 445
Activités de santé humaine et d'action sociale	80 755	81 487	83 517	92 021
Autres services n.c.a	88 820	89 970	102 897	111 911
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	5 342 090	5 774 792	6 149 734	6 718 535
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 949	321 646	336 234	402 841
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
AUX PRIX DE L'ANNEE 2015				
Secteur primaire (1)	1 863 453	2 187 506	2 305 593	2 468 338
Agriculture	1 213 159	1 493 128	1 585 058	1 717 448
Elevage et chasse	471 714	505 010	526 060	550 558
Sylviculture et exploitation forestière	120 190	124 137	127 557	130 987
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 390	65 231	66 918	69 345
Secteur secondaire (2)	1 233 877	1 206 126	1 288 141	1 364 862
Activités extractives	567 836	503 657	535 782	550 262
Activités de fabrication	383 259	404 406	434 526	447 237
Production et distribution électricité et gaz	49 791	51 991	51 601	56 399
Production et distribution eau, assainissement	44 125	46 634	47 466	49 998
Construction	188 866	199 438	218 766	260 966
Secteur tertiaire (3)	2 244 760	2 325 427	2 419 936	2 560 805
Commerce, réparation auto et motocycles	802 730	836 044	888 237	938 833
Transports et entreposages	130 643	140 547	147 675	157 372
Activités d'hébergement et de restauration	75 472	76 265	80 474	85 455
Communications et information	133 722	149 375	159 851	171 271
Activités financières et d'assurances	81 379	86 534	87 139	87 912
Activités immobilières	96 877	97 676	101 373	105 348
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	78 736	81 887	84 899	87 956
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	63 337	66 235	69 222	73 400
Activités d'administration publique	402 277	394 334	414 445	451 745
Enseignement	210 012	229 159	209 670	213 337
Activités de santé humaine et d'action sociale	80 755	79 490	81 118	85 307
Autres services n.c.a	88 820	87 881	95 833	102 869
(5) Impôts sur les produits	372 949	321 083	328 354	392 250
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	5 715 039	6 040 142	6 342 024	6 786 256

Source : INS

 Direction Générale : 182, Rue de la SIRBA BP : 13 416 Niamey-Niger Téléphone : (227)20723560/20722172/73
 Fax: (227)20 72 21 74, NIF: 9617/R, <http://-www.ins.ne> <http://www.stat-niger.org>

Tableau annexe 5: Emplois du Produit intérieur brut

Millions FCFA

Libellés	2015	2016	2017	2018
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE				
(1) Dépense de consommation finale	4 802 896	5 179 912	5 525 839	6 008 582
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>	3 797 012	4 168 662	4 468 436	4 848 253
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>	54 196	60 286	78 864	83 270
<i>Dépense de consommation indiv des APU</i>	188 144	181 850	193 452	212 929
<i>Dépense de consommation collect des APU</i>	763 544	769 114	785 087	864 130
(2) Formation brute de capital (Investissement)	1 839 095	1 630 918	1 834 147	2 088 399
(21) Formation brute de capital fixe	1 853 419	1 599 478	1 822 699	2 062 938
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>	1 244 832	1 037 956	1 217 266	1 331 175
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>	608 587	561 522	605 433	731 763
(22) Variation de stocks	-14 324	31 440	11 448	25 461
(3) Exportations nettes	-926 952	-714 392	-874 017	-975 605
<i>Exportations de biens et de services</i>	816 895	783 371	831 810	859 489
<i>dont exportations de biens</i>	679 971	665 817	701 843	718 267
<i>Importations de biens et de services</i>	1 743 847	1 497 763	1 705 827	1 835 094
<i>dont importations de biens</i>	1 403 702	1 281 945	1 431 642	1 553 112
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
PM. Demande intérieure = (1) + (2)	6 641 991	6 810 830	7 359 985	8 096 981
AUX PRIX DE L'ANNEE 2015				
(1) Dépense de consommation finale	4 802 896	5 150 049	5 445 397	5 780 967
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>	3 797 012	4 175 572	4 403 707	4 663 963
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>	54 196	57 919	74 016	76 477
<i>Dépense de consommation indiv des APU</i>	188 144	180 456	190 918	205 707
<i>Dépense de consommation collect des APU</i>	763 544	736 102	776 756	834 820
(2) Formation brute de capital (Investissement)	1 839 095	1 616 172	1 750 159	1 961 804
(21) Formation brute de capital fixe	1 853 419	1 593 102	1 738 979	1 937 207
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>	1 244 832	1 053 684	1 162 736	1 255 068
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>	608 587	539 418	576 243	682 139
(22) Variation de stocks	-14 324	23 070	11 180	24 598
(3) Exportations nettes	-926 952	-726 079	-853 532	-956 515
<i>Exportations de biens et de services</i>	816 895	767 063	812 314	830 334
<i>dont exportations de biens</i>	679 971	649 841	685 394	693 905
<i>Importations de biens et de services</i>	1 743 847	1 493 142	1 665 847	1 786 849
<i>dont importations de biens</i>	1 403 702	1 277 754	1 398 088	1 512 280
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	5 715 039	6 040 142	6 342 024	6 786 256
PM. Demande intérieure = (1) + (2)	6 641 991	6 766 221	7 195 556	7 742 771

Source: INS

Tableau annexe 6: Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu

Millions FCFA

Libellés	2015	2016	2017	2018
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE				
(1) Rémunération des salariés	944 514	965 120	1 011 869	1 068 533
<i>Salaires versés par les Sociétés non financières</i>	259 079	265 387	273 314	296 176
<i>Salaires versés par les sociétés financières</i>	31 859	32 815	34 019	35 924
<i>Salaires versées par les Administrations publiques</i>	445 954	452 315	485 390	512 685
<i>Salaires versés par les ménages</i>	173 492	177 896	180 280	183 886
<i>Salaires versés par les ISBLSM</i>	34 130	36 707	38 866	39 862
(2) Impôts nets de subventions	477 027	403 802	427 189	495 491
<i>dont TVA non déductible</i>	239 913	204 519	199 832	259 048
(3) Excédent brut d'exploitation	1 401 078	1 446 226	1 525 759	1 563 735
(4) Revenu mixte brut	2 892 420	3 281 290	3 521 151	3 993 617
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3) + (4)	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376

Source : INS

Tableau annexe 7: Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs

En %

Libellés	2015	2016	2017	2018
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL				
Secteur primaire (1)	-	17,4%	5,4%	7,1%
Agriculture	-	23,1%	6,2%	8,4%
Elevage et chasse	-	7,1%	4,2%	4,7%
Sylviculture et exploitation forestière	-	3,3%	2,8%	2,7%
Pêche, pisciculture, aquaculture	-	11,7%	2,6%	3,6%
Secteur secondaire (2)	-	-2,2%	6,8%	6,0%
Activités extractives	-	-11,3%	6,4%	2,7%
Activités de fabrication	-	5,5%	7,4%	2,9%
Production et distribution électricité et gaz	-	4,4%	-0,7%	9,3%
Production et distribution eau, assainissement	-	5,7%	1,8%	5,3%
Construction	-	5,6%	9,7%	19,3%
Secteur tertiaire (3)	-	3,6%	4,1%	5,8%
Commerce, réparation auto et motocycles	-	4,2%	6,2%	5,7%
Transports et entreposages	-	7,6%	5,1%	6,6%
Activités d'hébergement et de restauration	-	1,1%	5,5%	6,2%
Communications et information	-	11,7%	7,0%	7,1%
Activités financières et d'assurances	-	6,3%	0,7%	0,9%
Activités immobilières	-	0,8%	3,8%	3,9%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-	4,0%	3,7%	3,6%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-	4,6%	4,5%	6,0%
Activités d'administration publique	-	-2,0%	5,1%	9,0%
Enseignement	-	9,1%	-8,5%	1,7%
Activités de santé humaine et d'action sociale	-	-1,6%	2,0%	5,2%
Autres services n.c.a	-	-1,1%	9,0%	7,3%
(5) Impôts sur les produits	-	-13,9%	2,3%	19,5%
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	-	5,7%	5,0%	7,0%
DEFLATEURS DU PIB				
Secteur primaire (1)	100,0%	100,0%	101,3%	110,9%
Agriculture	100,0%	99,6%	99,8%	112,1%
Elevage et chasse	100,0%	100,4%	105,4%	110,5%
Sylviculture et exploitation forestière	100,0%	102,8%	103,8%	102,5%
Pêche, pisciculture, aquaculture	100,0%	101,0%	100,2%	100,4%
Secteur secondaire (2)	100,0%	100,6%	102,0%	94,3%
Activités extractives	100,0%	100,6%	103,3%	83,8%
Activités de fabrication	100,0%	100,0%	99,2%	99,6%
Production et distribution électricité et gaz	100,0%	101,2%	105,4%	106,6%
Production et distribution eau, assainissement	100,0%	100,2%	103,8%	104,0%
Construction	100,0%	102,1%	102,9%	102,7%
Secteur tertiaire (3)	100,0%	102,1%	103,3%	105,2%
Commerce, réparation auto et motocycles	100,0%	102,9%	103,1%	102,3%
Transports et entreposages	100,0%	101,8%	102,3%	105,0%
Activités d'hébergement et de restauration	100,0%	103,1%	104,8%	102,0%
Communications et information	100,0%	101,8%	103,7%	105,9%
Activités financières et d'assurances	100,0%	101,7%	102,5%	103,6%
Activités immobilières	100,0%	103,2%	102,4%	101,5%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	100,0%	100,6%	101,5%	101,9%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	100,0%	104,3%	106,0%	110,7%
Activités d'administration publique	100,0%	100,5%	102,4%	111,0%
Enseignement	100,0%	100,8%	105,3%	106,1%
Activités de santé humaine et d'action sociale	100,0%	102,5%	103,0%	107,9%
Autres services n.c.a	100,0%	102,4%	107,4%	108,8%
(5) Impôts sur les produits	100,0%	100,2%	102,4%	102,7%
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	100,0%	100,9%	102,3%	104,9%

Source : INS

Tableau annexe 8: Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs

En %

	2015	2016	2017	2018
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL				
(1) Dépense de consommation finale		7,2	5,7	6,2
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>		10,0	5,5	5,9
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>		6,9	27,8	3,3
<i>Dépense de consommation indiv des APU</i>		-4,1	5,8	7,7
<i>Dépense de consommation collect des APU</i>		-3,6	5,5	7,5
(2) Formation brute de capital (Investissement)		-12,1	8,3	12,1
(21) Formation brute de capital fixe		-14,0	9,2	11,4
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>		-15,4	10,3	7,9
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>		-11,4	6,8	18,4
(3) Exportations nettes		8,3	-5,7	-5,0
<i>Exportations de biens et de services</i>		-6,1	5,9	2,2
<i>Importations de biens et de services</i>		-14,4	11,6	7,3
Produit Intérieur Brut		5,7	5,0	7,0
PM. Demande intérieure		1,9	6,3	7,6
DEFLATEURS DU PIB				
Dépense de consommation finale	100,0	100,6	101,5	103,9
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>	100,0	99,8	101,5	104,0
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>	100,0	104,1	106,5	108,9
<i>Dépense de consommation indiv des APU</i>	100,0	100,8	101,3	103,5
<i>Dépense de consommation collect des APU</i>	100,0	104,5	101,1	103,5
Formation brute de capital (Investissement)	100,0	100,9	104,8	106,5
Formation brute de capital fixe	100,0	100,4	104,8	106,5
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>	100,0	98,5	104,7	106,1
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>	100,0	104,1	105,1	107,3
Exportations nettes	100,0	98,4	102,4	102,0
<i>Exportations de biens et de services</i>	100,0	102,1	102,4	103,5
<i>Importations de biens et de services</i>	100,0	100,3	102,4	102,7
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	100,0	100,9	102,3	104,9
PM. Demande intérieure = (1) + (2)	100,0	100,7	102,3	104,6

Source: INS

Tableau annexe 9 : Contribution à la croissance du PIB

En %

	2015	2016	2017	2018
	OPTIQUE PRODUCTION			
Secteur primaire (1)	-	5,67	1,96	2,57
Agriculture	-	4,90	1,52	2,09
Elevage et chasse	-	0,58	0,35	0,39
Sylviculture et exploitation forestière	-	0,07	0,06	0,05
Pêche, pisciculture, aquaculture	-	0,12	0,03	0,04
Secteur secondaire (2)	-	-0,49	1,36	1,21
Activités extractives	-	-1,12	0,53	0,23
Activités de fabrication	-	0,37	0,50	0,20
Production et distribution électricité et gaz	-	0,04	-0,01	0,08
Production et distribution eau, assainissement	-	0,04	0,01	0,04
Construction	-	0,18	0,32	0,67
Secteur tertiaire (3)	-	1,41	1,56	2,22
Commerce, réparation auto et motocycles	-	0,58	0,86	0,80
Transports et entreposages	-	0,17	0,12	0,15
Activités d'hébergement et de restauration	-	0,01	0,07	0,08
Communications et information	-	0,27	0,17	0,18
Activités financières et d'assurances	-	0,09	0,01	0,01
Activités immobilières	-	0,01	0,06	0,06
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-	0,06	0,05	0,05
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-	0,05	0,05	0,07
Activités d'administration publique	-	-0,14	0,33	0,59
Enseignement	-	0,34	-0,32	0,06
Activités de santé humaine et d'action sociale	-	-0,02	0,03	0,07
Autres services n.c.a	-	-0,02	0,13	0,11
(5) Impôts sur les produits	-	-0,91	0,12	1,01
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	-	5,69	5,00	7,00
	OPTIQUE DEMANDE			
Dépense de consommation finale	-	6,07	4,89	5,29
<i>Dépense de consommation finale des ménages</i>	-	6,62	3,78	4,10
<i>Dépense de consommation finale des ISBLSM</i>	-	0,07	0,27	0,04
<i>Dépense de consommation indiv des APU</i>	-	-0,13	0,17	0,23
<i>Dépense de consommation collect des APU</i>	-	-0,48	0,67	0,92
Formation brute de capital (Investissement)	-	-3,90	2,22	3,34
Formation brute de capital fixe	-	-4,55	2,42	3,13
<i>Formation brute de capital fixe privée</i>	-	-3,34	1,81	1,46
<i>Formation brute de capital fixe publique</i>	-	-1,21	0,61	1,67
Exportations nettes	-	3,51	-2,11	-1,62
<i>Exportations de biens et de services</i>	-	-0,87	0,75	0,30
<i>Importations de biens et de services</i>	-	-4,39	2,86	2,00
Produit Intérieur Brut	-	5,69	5,00	7,00

Source : INS

Tableau annexe 10 : comptes économiques intégrés de 2015

EMPLOIS											RESSOURCES										
En millions de F CFA																					
Comptes	TOTAL	Biens et services (Ressources)	Reste du Monde OS2	Economie nationale OS1	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Codes	Opérations et soldes comptables	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Economie nationale S.1	Reste du Monde OS1	Biens et services (Emplois)	TOTAL	
I. COMPTE DE PRODUCTION OU COMPTE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	1 743 847	1 743 847								OP7	Importations de biens et de services							1 743 847		1 743 847	
	816 895		816 895							OP6	Exportations de biens et de services								816 895	816 895	
	8 420 048	8 420 048								OP1	Production	2 968 174	156 357	965 013	4 263 708	66 796	8 420 048			8 420 048	
	6 601 435	6 601 435								OP100A	Production marchande	2 968 174	152 201	31 424	3 449 636		6 601 435			6 601 435	
	764 187	764 187								OP100B1	Production pour usage final propre				764 187		764 187			764 187	
	1 054 426	1 054 426								OP100B2	Production non marchande				49 885	66 796	1 054 426			1 054 426	
	3 077 958			3 077 958	1 472 111	74 978	332 676	1 173 944	24 249	OP2	Consommation intermédiaire		4 156	933 589					3 077 958	3 077 958	
	5 342 090			5 342 090	1 496 063	81 379	632 337	3 089 764	42 547	B01	Valeur ajoutée brute	1 496 063	81 379	632 337	3 089 764	42 547	5 342 090			5 342 090	
	5 715 039			5 715 039								Produit Intérieur Brut					5 715 039			5 715 039	
	926 952			926 952						B11	Solde échanges extérieurs biens et sces							926 952		926 952	
II.1.1 COMPTE D'EXPLOITATION	987 286		42 772	944 514	259 079	31 859	445 954	173 492	34 130	OD1	Rémunération des salariés				954 106		954 106	33 180		987 286	
	477 027	372 949		104 078	76 581	3 258	387	23 852		OD2	Impôts nets sur produits et importations			477 027			477 027			477 027	
	239 913	239 913								OD200A	Taxes sur la valeur ajoutée			239 913			239 913			239 913	
	65 477	65 477								OD200B	Impôts sur les importations (hors TVA)			65 477			65 477			65 477	
	31 000	31 000								OD200C	Impôts sur les exportations			31 000			31 000			31 000	
	36 559	36 559								OD200D	Autres impôts sur les produits			36 559			36 559			36 559	
	104 078			104 078	76 581	3 258	387	23 852		OD200E	Autres impôts sur la production			104 078			104 078			104 078	
	4 293 498			4 293 498	1 160 403	46 262	185 996	2 892 420	8 417	BOA001	Revenu d'exploitation	1 160 403	46 262	185 996	2 892 420	8 417	4 293 498			4 293 498	
	II.12 COMPTE AFFEC. REV. PRIMAIRES	381 849		18 717	363 132	300 446	29 359	26 676	6 310	341	OD4	Revenu de la propriété	16 896	90 020	68 771	89 138	809	265 634	116 215		381 849
		5 627 133			5 627 133	876 853	106 923	705 118	3 929 354	8 885	B05	Revenu primaire/Revenu national brut	876 853	106 923	705 118	3 929 354	8 885	5 627 133			5 627 133
II.2 COMPTE DU REVENU	171 905			171 905	126 833	9 305		32 009	3 758	OD5	Impôts courants sur revenus et capital			171 905			171 905			171 905	
	52 035			52 035				52 035		OD6001	Contributions sociales			52 035			52 035			52 035	
	20 222			20 222			20 222			OD6002	Prestations sociales				20 222		20 222			20 222	
	410 567		207 749	202 818	116 428	28 478	32 915	14 163	10 834	OD7	Autres transferts courants	27 771	41 981	156 636	88 240	61 553	376 181	34 386		410 567	
5 800 496			5 800 496	661 363	111 121	1 032 557	3 939 609	55 846	B06	Revenu disponible brut	661 363	111 121	1 032 557	3 939 609	55 846	5 800 496			5 800 496		
II.4 COMPTE D'UTILISATION DU REVENU	4 802 896			4 802 896			951 687	3 797 013	54 196	OP3	Dépenses de Consommation Finale									4 802 896	
	3 097 569			3 097 569			951 687	3 097 569		OP300A	Dépenses de CF en produits marchands									3 097 569	
	1 705 327			1 705 327			951 687	699 444	54 196	OP300B	Dépenses de CF en pdts non marchands									1 705 327	
	997 600			997 600	661 363	111 121	80 870	142 596	1 650	B08	Epargne brute	661 363	111 121	80 870	142 596	1 650	997 600			997 600	
841 495		841 495	0						B12	Solde des opérations crtes avec l'extérieur							841 495		841 495		
III.1 COMPTE DE CAPITAL	1 853 419			1 853 419	1 039 507	10 489	608 587	143 787	51 049	P51	Formation brute de capital fixe									1 853 419	
	-14 324			-14 324	-12 018	0	1 178	-3 484		P52	Variation de stocks									-14 324	
	0			0						P53	Acquisitions nettes d'objets de valeur									0	
	0			0						OD9	Transferts en capital nets			154 507	19 407		173 914	-173 914		0	
	0		667 581	-667 581	-366 126	100 632	-374 388	2 293	-29 992	B09	Capacité (+) / Besoin (-) financement									0	
22 724 603	10 536 844	1 753 714	10 911 072	3 012 841	288 358	2 045 894	5 415 414	148 565		Total des opérations non financières	3 012 841	288 358	2 045 894	5 415 414	148 565	10 911 072	1 753 714	10 536 844	22 724 603		

Tableau annexe 11 : comptes économiques intégrés de 2016

EMPLOIS										RESSOURCES											
En millions de F CFA																					
Comptes	TOTAL	Biens et services (Ressources)	Reste du Monde OS2	Economie nationale OS1	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Codes	Opérations et soldes comptables	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Economie nationale S.1	Reste du Monde OS1	Biens et services (Emplois)	TOTAL	
I. COMPTE DE PRODUCTION OU COMPTE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	1 497 763	1 497 763								OP7	Importations de biens et de services							1 497 763		1 497 763	
	783 371		783 371							OP6	Exportations de biens et de services								783 371	783 371	
	9 036 275	9 036 275								OP1	Production	3 071 543	168 470	976 087	4 745 873	74 302	9 036 275			9 036 275	
	7 106 831	7 106 831								OP100A	Production marchande	3 071 543	162 436	43 625	3 829 227		7 106 831			7 106 831	
	864 703	864 703								OP100B1	Production pour usage final propre				864 703		864 703			864 703	
	1 064 741	1 064 741								OP100B2	Production non marchande		6 034	932 462	51 943	74 302	1 064 741			1 064 741	
3 261 483	3 261 483			3 261 483	1 572 388	80 496	306 349	1 270 705	31 545	OP2	Consommation intermédiaire								3 261 483	3 261 483	
5 774 792	5 774 792			5 774 792	1 499 155	87 974	669 738	3 475 168	42 757	B01	Valeur ajoutée brute	1 499 155	87 974	669 738	3 475 168	42 757	5 774 792			5 774 792	
6 096 438	6 096 438			6 096 438							Produit Intérieur Brut						6 096 438			6 096 438	
714 392	714 392									B11	Solde échanges extérieurs biens et sces							714 392		714 392	
II.1.1 COMPTE D'EXPLOITATION	1 008 059		42 939	965 120	265 387	32 815	452 315	177 896	36 707	OD1	Rémunération des salariés				972 593		972 593	35 466		1 008 059	
	403 802	321 646		82 156	62 806	2 572	796	15 982		OD2	Impôts nets sur produits et importations			403 802			403 802			403 802	
	204 519	204 519								OD200A	Taxes sur la valeur ajoutée			204 519			204 519			204 519	
	56 069	56 069								OD200B	Impôts sur les importations (hors TVA)			56 069			56 069			56 069	
	27 581	27 581								OD200C	Impôts sur les exportations			27 581			27 581			27 581	
	33 477	33 477								OD200D	Autres impôts sur les produits			33 477			33 477			33 477	
	82 156			82 156	62 806	2 572	796	15 982	0	OD200E	Autres impôts sur la production			82 156			82 156			82 156	
	4 727 516			4 727 516	1 170 962	52 587	216 627	3 281 290	6 050	BOA001	Revenu d'exploitation	1 170 962	52 587	216 627	3 281 290	6 050	4 727 516			4 727 516	
	II.12 COMPTE AFFEC. REV. PRIMAIRES	388 527		21 628	366 899	248 433	36 317	74 430	7 503	216	OD4	Revenu de la propriété	20 245	100 080	49 492	98 915	1 074	269 806	118 721		388 527
		6 006 818			6 006 818	942 774	116 350	595 491	4 345 295	6 908	B05	Revenu primaire/Revenu national brut	942 774	116 350	595 491	4 345 295	6 908	6 006 818			6 006 818
II.2 COMPTE DU REVENU	156 221			156 221	113 816	6 414	0	35 991		OD5	Impôts courants sur revenus et capital			156 221			156 221			156 221	
	52 800	52 800		52 800				52 800		OD6001	Contributions sociales			52 800			52 800			52 800	
	21 438			21 438			21 438			OD6002	Prestations sociales				21 438		21 438			21 438	
	501 236		201 766	299 470	207 748	26 187	37 915	15 103	12 517	OD7	Autres transferts courants	36 348	54 373	233 638	72 751	67 262	464 372	36 864		501 236	
6 171 720			6 171 720	657 558	138 122	978 797	4 335 590	61 653	B06	Revenu disponible brut	657 558	138 122	978 797	4 335 590	61 653	6 171 720			6 171 720		
II.4 COMPTE D'UTILISATION DU REVENU	5 179 912			5 179 912	0	0	949 852	4 169 774	60 286	OP3	Dépenses de Consommation Finale									5 179 912	
	3 382 833			3 382 833				3 382 833		OP300A	Dépenses de CF en produits marchands									3 382 833	
	1 797 079			1 797 079			949 852	786 941	60 286	OP300B	Dépenses de CF en pdts non marchands								1 797 079		
	991 808			991 808	657 558	138 122	28 945	165 816	1 367	B08	Epargne brute	657 558	138 122	28 945	165 816	1 367	991 808			991 808	
	639 110		639 110	0						B12	Solde des opérations crtes avec l'extérieur							639 110		639 110	
III.1 COMPTE DE CAPITAL	1 599 478			1 599 478	830 588	10 304	561 522	149 062	48 002	P51	Formation brute de capital fixe									1 599 478	
	31 440			31 440		17 229	2 389	11 822		P52	Variation de stocks									31 440	
	0			0						P53	Acquisitions nettes d'objets de valeur									0	
	0			0						OD9	Transferts en capital nets			203 709		25 926	229 635	-229 635		0	
	0		409 475	-409 475	-173 030	110 589	-331 257	4 932	-20 709	B09	Capacité (+) / Besoin (-) financement									0	
23 518 003	10 855 684	1 459 179	11 606 942	3 128 136	322 923	2 075 749	5 911 570	168 564		Total des opérations non financières	3 128 136	322 923	2 075 749	5 911 570	168 564	11 606 942	1 459 179	10 855 684	23 518 003		

Tableau annexe 12 : comptes économiques intégrés de 2017

EMPLOIS										RESSOURCES											
										En millions de F CFA											
Comptes	TOTAL	Biens et services (Ressources)	Reste du Monde OS2	Economie nationale OS1	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Codes	Opérations et soldes comptables	Stés non financières OS1001	Sociétés financières OS1002	Adminis. publiques OS1003	Ménages OS1004	ISBLSM OS1005	Economie nationale S.1	Reste du Monde OS1	Biens et services (Emplois)	TOTAL	
I. COMPTE DE PRODUCTION OU COMPTE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES	1 705 827	1 705 827								OP7	Importations de biens et de services							1 705 827		1 705 827	
	831 810		831 810							OP6	Exportations de biens et de services								831 810	831 810	
	9 570 655	9 570 655								OP1	Production	3 216 477	172 547	1 016 991	5 067 441	97 199	9 570 655			9 570 655	
	7 518 239	7 518 239								OP100A	Production marchande	3 216 477	166 423	46 929	4 088 410		7 518 239			7 518 239	
	923 288	923 288								OP100B1	Production pour usage final propre				923 288		923 288			923 288	
	1 129 128	1 129 128								OP100B2	Production non marchande	0	6 124	970 062	55 743	97 199	1 129 128			1 129 128	
	3 420 921			3 420 921	1 613 783	83 221	327 378	1 349 316	47 223	OP2	Consommation intermédiaire									3 420 921	3 420 921
	6 149 734			6 149 734	1 602 694	89 326	689 613	3 718 125	49 976	B01	Valeur ajoutée brute	1 602 694	89 326	689 613	3 718 125	49 976	6 149 734			6 149 734	
	6 485 968			6 485 968								Produit Intérieur Brut					6 485 968			6 485 968	
	874 017			874 017						B11	Solde échanges extérieurs biens et sces							874 017		874 017	
II.1.1 COMPTE D'EXPLOITATION	1 058 184		46 315	1 011 869	273 314	34 019	485 390	180 280	38 866	OD1	Rémunération des salariés				1 022 648		1 022 648	35 536		1 058 184	
	427 189	336 234		90 955	70 533	2 847	881	16 694		OD2	Impôts nets sur produits et importations			427 189			427 189			427 189	
	199 832	199 832								OD200A	Taxes sur la valeur ajoutée			199 832			199 832			199 832	
	56 836	56 836								OD200B	Impôts sur les importations (hors TVA)			56 836			56 836			56 836	
	43 956	43 956								OD200C	Impôts sur les exportations			43 956			43 956			43 956	
	35 610	35 610								OD200D	Autres impôts sur les produits			35 610			35 610			35 610	
	90 955			90 955	70 533	2 847	881	16 694		OD200E	Autres impôts sur la production			90 955			90 955			90 955	
	5 046 910			5 046 910	1 258 847	52 460	203 342	3 521 151	11 110	BOA001	Revenu d'exploitation	1 258 847	52 460	203 342	3 521 151	11 110	5 046 910			5 046 910	
	II.12 COMPTE AFFEC. REV. PRIMAIRES	432 973		21 261	411 712	296 158	41 500	68 546	5 194	314	OD4	Revenu de la propriété	25 412	115 844	44 183	108 915	1 121	295 475	137 498		432 973
		6 380 510			6 380 510	988 101	126 804	606 168	4 647 520	11 917	B05	Revenu primaire/Revenu national brut	988 101	126 804	606 168	4 647 520	11 917	6 380 510			6 380 510
II.2 COMPTE DU REVENU	170 837			170 837	123 529	7 950	0	39 358		OD5	Impôts courants sur revenus et capital			170 837			170 837			170 837	
	54 965			54 965				54 965		OD6001	Contributions sociales			54 965			54 965			54 965	
	22 145			22 145				22 145		OD6002	Prestations sociales				22 145		22 145			22 145	
	445 565		308 345	137 220	57 158	10 016	49 242	4 689	16 115	OD7	Autres transferts courants	38 718	52 025	144 766	57 885	83 330	376 724	68 841		445 565	
6 620 014			6 620 014	846 132	160 863	905 348	4 628 539	79 132	B06	Revenu disponible brut	846 132	160 863	905 348	4 628 539	79 132	6 620 014			6 620 014		
II.4 COMPTE D'UTILISATION DU REVENU	5 525 839			5 525 839	0	0	978 539	4 468 436	78 864	OP3	Dépenses de Consommation Finale									5 525 839	
	3 627 898			3 627 898				3 627 898		OP300A	Dépenses de CF en produits marchands									3 627 898	
	1 897 941			1 897 941				840 538	78 864	OP300B	Dépenses de CF en pdts non marchands									1 897 941	
	1 094 175			1 094 175	846 132	160 863	-73 191	160 103	268	B08	Epargne brute	846 132	160 863	-73 191	160 103	268	1 094 175			1 094 175	
739 971		739 971	0						B12	Solde des opérations crtes avec l'extérieur							739 971		739 971		
III.1 COMPTE DE CAPITAL	1 822 699			1 822 699	1 001 534	11 020	605 433	155 177	49 535	P51	Formation brute de capital fixe									1 822 699	
	11 447			11 447		7 558	2 539	1 350		P52	Variation de stocks									11 447	
	0			0						P53	Acquisitions nettes d'objets de valeur									0	
	0			0						OD9	Transferts en capital nets			203 845			236 953	-236 953		0	
	0		503 018	-503 018	-155 402	142 285	-477 318	3 576	-16 159	B09	Capacité (+) / Besoin (-) financement									0	
	25 073 867	11 612 716	1 710 749	12 177 591	3 280 607	340 416	2 062 776	6 279 034	214 758		Total des opérations non financières	3 280 607	340 416	2 062 776	6 279 034	214 758	12 177 591	1 710 749	11 612 716	25 073 867	

Tableau annexe 14 : tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2015

		01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
		A10	A20	A30	A40	B10.1	B10.2	B10.3	B10.4	B10.5	C10.1	C10.2	C10.3	C10.4	C10.5	C10.6	C10.7	D10	E10	F10	
		Agriculture	Elevage	Sylviculture, forêt	Pêche et aquaculture	Extraction pétrole	Extraction uranium	Extraction or	Extraction carrières	Autres extractions	F. aliment., boissons, tabacs	F. textiles, habillement, cuir	F. papier, imprimerie, reproductio	Cokerfaction et raffinage	F. Pdt's chimiques et pharma.	F. Ciment et autres ptds minéraux	Fabrication. autres produits	P. et Dist Electricité et gaz	P. et Dist Eau, assainis.	Constructio n	
01	A10	Produits de l'agriculture et annexes	67 461	47 475							112 774									52 212	
02	A20	Produits de l'élevage d'animaux vivants	52 659								115 807	3 042								20 413	
03	A30	Produits de la sylviculture et forêt		3 040							9 097				1 289		1 276			17 306	
04	A40	Produits de la pêche et aquaculture			878						19 011										
05	B10.1	Pétrole brut												205 585							
06	B10.2	Minerais d'uranium																			
07	B10.3	Minerais d'or															30 229				
08	B10.4	Pierres, sables et argiles									544					2 154	800			41 572	
09	B10.5	Autres produits de l'extraction				5 110				38 435	3 858	389			609			2 541	795	2	
10	C10.1	Produits alimentaires, boissons, tabacs	8 330		3 742	2 346	1 854	1 235		3 756	34 670					891		1 325	643		
11	C10.2	Produits des textiles, habillement et cuir			384	1 608	2 341			1 431	2 458	17 027	1 500			500		2 876	1 652		
12	C10.3	papier, imprimerie et reproduction				981	874	478		897	784	576	1 775		198	55		699	754	389	
13	C10.4	Produits de la cokéfaction, raffinage pétr.			1 530	896	1 851	1 186	1 124	3 702	1 282	1 985	1 381	981	287	367	427	1 275	41 769	1 202	1 367
14	C10.5	Produits chimiques et pharmaceutiques				360	426	1 931		2 639	1 611	458	423	56	3 191	384	421	1 910	741		
15	C10.6	Ciment et autres produits minéraux																		120 458	
16	C10.7	Autres produits de la fabrication	12 322		9 514	466	6 767	4 315	2 080	1 025	29 353	1 442		789	996	179	8 130		3 830	3 266	35 015
17	D10	Electricité et gaz		291		9 963	7 734	1 125		3 986	5 604	1 336	780	177	1 389	1 409	1 053	3 127	1 739		
18	E10	Eau, assainissement et traitement	1 045	450		589	789	287		105	548	189	175	79	63	298	440	585	461	1 333	
19	F10	Construction				1 275	400			640	509									1 080	
20	G10.1	Commerce et réparation auto, moto				569	142	1 263		115	228	147	124	968	34	61	552	543	374	242	
21	G10.2	Commerce de gros et de détail																			
22	H10	Services de transports et d'entreposage	6 458	155	7 250	1 317	1 912	17 269	3 707	915	22 418	10 950	889	530	628	931	1 480	1 088	2 144	300	30 940
23	I10	Services d'hébergement et de restauration				5 769	6 506	3 502	367	21 650						4 500		3 950	848	10 483	
24	J10	Services d'information et communication				2 024	946	194		2 782	3 763	707	122	630	878	88	849	1 438	489	3 122	
25	K10	Services financiers et d'assurances				423	2 315	111		2 339	1 320	9	97		67	49	978	487	91	15 024	
26	L10	Services immobiliers				675	940	98		650	1 457	28	124	563	598	61	587	679	549		
27	M10	Services professionnels et techniques				895	7 418	135		12 551	2 636		155	94	1 000			2 910	89	11 935	
28	N10	Services de soutien et de bureau				1 574	8 570	648		12 974	2 983	603	79	395	388	127	675	5 613	590	14 315	
29	O10	Services d'administration publique																			
30	P10	Services d'enseignement				1 380				454	567	2	141	56			206	454	75	295	
31	Q10	Services de santé et services sociaux																			
32	R10	Autres services				822	1 691	1 180	187	682	1 450	4	165	28	48		189	274	4	195	
	CI	TOTAL CI / EMPLOIS	139 945	59 741	18 294	7 683	38 559	73 508	18 377	7 459	159 139	336 056	26 787	7 960	210 542	11 229	20 614	40 618	77 154	13 762	377 698
	RS	Rémunération des salariés	55 380	2 605	1 227	2 881	2 677	28 518	5 578	5 750	15 545	14 086	7 210	1 833	14 187	3 147	1 312	7 869	8 507	4 997	24 953
	IP	Impôts nets sur la production		101		21 937	1 121	379	917	1 377	3 511	1 437	539	1 415	525	913	2 072	990	337	13 481	
	EBE/RM	Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	1 156 880	469 907	118 963	55 509	142 412	113 212	51 579	23 785	153 049	128 941	43 829	11 496	33 395	8 211	18 178	79 153	40 294	38 791	150 432
	VAB	Valeur ajoutée brute	1 212 260	472 613	120 190	58 390	167 026	142 851	57 536	30 452	169 971	146 538	52 476	13 868	48 997	11 883	20 403	89 094	49 791	44 125	188 866
	X	Production par branche	1 352 205	532 354	138 484	66 073	205 585	216 359	75 913	37 911	329 110	482 594	79 263	21 828	259 539	23 112	41 017	129 712	126 945	57 887	566 564
	M	Importations de biens et services	13 932	131	33	25		248	1 025	105 214	37 000	3 345	76 505	116 265	80 544	1 022 391	15 580	432	68 968		
	MC	Marges de commerce	203 186	88 567	19 490	22 950		8 706	6 945	473	158 622	34 797	2 047	62 164	30 812	19 908	236 023				
	IM	Impôts sur les importations	919	5	1					126	22 631	2 368	663	131	10 295	1 808	25 647	883			
	IX	Impôts sur les exportations	9 218	6 116	156			2 288			3 609	995	13	4 663	59	22	3 861				
	IP	Autres impôts sur les produits									10 775			5 569	4 151	4 488					
	TVA	Taxes sur la valeur ajoutée	882	10							50 374	8 146	1 606	5 018	14 722	15 534	62 097	8 531	5 252	9 807	
	RT	TOTAL RESSOURCES	1 580 342	627 183	158 008	89 204	205 585	216 359	86 907	45 104	330 734	833 819	162 569	29 502	413 589	195 265	162 984	1 484 219	151 939	63 571	645 339
	PIB N	Produit Intérieur brut aux prix courants	1 223 279	478 744	120 191	58 546	167 026	142 851	59 824	30 452	170 097	233 927	63 985	16 150	64 378	36 959	41 918	185 187	59 205	49 377	198 673
	VAR	Valeur ajoutée brute aux prix de 2015	1 212 260	472 613	120 190	58 390	167 026	142 851	57 536	30 452	169 971	146 538	52 476	13 868	48 997	11 883	20 403	89 094	49 791	44 125	188 866
	EES	Effectifs des employés salariés par branche	143 976	3 568	1 657	3 790	583	4 302	4 529	6 345	1 946	12 928	4 373	2 246	733	2 709	1 689	8 744	4 724	3 150	24 332

Tableau annexe 15 : tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2016

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19		
	A10	A20	A30	A40	B10.1	B10.2	B10.3	B10.4	B10.5	C10.1	C10.2	C10.3	C10.4	C10.5	C10.6	C10.7	D10	E10	F10		
	Agriculture	Elevage	Sylviculture, forêt	Pêche et aquaculture	Extraction pétrole	Extraction uranium	Extraction or	Extraction carrières	Autres extractions	F. aliments, boissons, tabacs	F. textiles, habillement, cuir	F. papier, imprimerie, reproduction	Cokefaction et raffinage	F. Pdt. chimiques et pharm.	F. Ciment et autres pds minéraux	Fabrication. autres produits	P. et Dist Electricité et gaz	P. et Dist Eau, assainis.	Construction		
01	A10	Produits de l'agriculture et annexes	81 854	56 272	0	0	0	0	0	117 768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 422	
02	A20	Produits de l'élevage d'animaux vivants	63 894	0	0	0	0	0	0	120 935	3 112	0	0	0	0	0	0	0	0	29 415	
03	A30	Produits de la sylviculture et forêt	0	3 603	0	0	0	0	0	9 500	0	0	0	1 524	0	1 407	0	0	0	17 690	
04	A40	Produits de la pêche et aquaculture	0	0	0	988	0	0	0	19 853	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
05	B10.1	Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	214 434	0	0	0	0	0	0	0	
06	B10.2	Minerais d'uranium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
07	B10.3	Minerais d'or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 340	0	0	0	0	
08	B10.4	Pierres, sables et argiles	0	0	0	0	0	0	0	568	0	0	0	0	2 195	882	0	0	0	49 702	
09	B10.5	Autres produits de l'extraction	0	0	0	0	3 987	0	0	32 187	4 029	398	0	720	0	0	2 630	917	2	0	
10	C10.1	Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	9 874	0	4 210	2 288	1 446	1 389	0	3 145	36 205	0	0	0	908	0	1 371	741	6 830	
11	C10.2	Produits des textiles, habillement et cuir	0	0	0	432	1 568	1 826	0	0	1 198	2 567	17 420	1 593	0	509	0	2 976	1 905	0	
12	C10.3	papier, imprimerie et reproduction	0	0	0	0	957	682	538	0	751	819	589	1 885	0	234	56	0	723	869	465
13	C10.4	Produits de la cokefaction, raffinage pétr.	0	0	1 587	1 008	1 805	925	1 264	3 872	1 074	2 073	1 413	1 042	299	434	435	1 406	43 224	1 386	1 634
14	C10.5	Produits chimiques et pharmaceutiques	0	0	0	0	351	332	2 172	0	2 210	1 682	469	449	58	3 772	391	464	1 977	854	0
15	C10.6	Ciment et autres produits minéraux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110 983
16	C10.7	Autres produits de la fabrication	14 951	0	9 871	524	5 563	927	2 233	1 032	17 704	1 506	0	838	1 039	212	7 670	0	3 488	2 726	60 477
17	D10	Electricité et gaz	0	345	0	0	9 717	6 034	1 265	0	3 338	5 852	1 367	828	185	1 642	1 436	1 161	3 236	2 005	0
18	E10	Eau, assainissement et traitement	1 268	533	0	0	574	616	323	0	88	572	193	186	82	74	304	485	605	531	2 594
19	F10	Construction	0	0	0	0	0	995	450	0	536	532	0	0	0	0	0	0	0	0	1 291
20	G10.1	Commerce et réparation auto, moto	0	0	0	0	0	444	160	1 321	96	238	150	132	1 010	40	62	609	562	431	289
21	G10.2	Commerce de gros et de détail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	H10	Services de transports et d'entreposage	7 836	184	7 522	1 482	1 865	13 473	4 169	957	18 774	11 435	910	563	655	1 100	1 508	1 200	2 219	346	36 990
23	I10	Services d'hébergement et de restauration	0	0	0	0	6 664	7 575	4 045	424	25 008	0	0	0	5 198	0	4 563	980	12 109	0	0
24	J10	Services d'information et communication	0	0	0	0	1 974	738	218	0	2 330	3 930	723	130	657	1 038	90	936	1 488	564	3 733
25	K10	Services financiers et d'assurances	0	0	0	0	413	1 806	125	0	1 959	1 378	9	103	0	79	50	1 079	504	105	17 962
26	L10	Services immobiliers	0	0	0	0	658	733	110	0	544	1 522	29	132	587	707	62	647	703	633	0
27	M10	Services professionnels et techniques	0	0	0	0	873	5 787	152	0	10 511	2 753	0	165	98	1 182	0	0	3 011	103	14 269
28	N10	Services de soutien et de bureau	0	0	0	0	1 535	6 686	729	0	10 865	3 115	617	84	412	459	129	744	5 809	680	17 114
29	O10	Services d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	P10	Services d'enseignement	0	0	0	0	1 077	0	0	380	592	2	150	58	0	0	227	470	86	353	0
31	Q10	Services de santé et services sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	R10	Autres services	0	0	0	802	1 319	1 327	196	571	1 514	4	175	29	57	0	208	284	5	233	0
CI	TOTAL CI / EMPLOIS		169 803	70 811	18 981	8 644	37 607	57 350	20 669	7 801	133 271	350 937	27 405	8 451	219 604	13 273	21 002	44 798	79 842	15 866	451 559
RS	Rémunération des salariés		57 041	2 683	2 159	2 967	2 757	28 374	4 745	5 922	13 011	14 509	7 426	1 888	14 613	3 241	1 351	8 105	8 762	5 147	25 702
IP	Impôts nets sur la production		0	80	0	0	17 316	885	299	724	1 087	2 771	1 134	425	1 117	414	721	1 636	781	266	10 641
EBE/RM	Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte		1 429 042	505 057	125 428	62 903	156 753	82 192	52 974	31 107	108 414	144 363	45 126	12 411	35 376	10 390	8 817	88 522	43 046	41 323	167 260
VAB	Valeur ajoutée brute		1 486 083	507 820	127 587	65 870	176 827	111 451	58 018	37 753	122 512	161 643	53 687	14 724	51 106	14 046	10 889	98 263	52 590	46 736	203 603
X	Production par branche		1 655 886	578 631	146 568	74 514	214 434	168 801	78 687	45 554	255 783	512 580	81 092	23 175	270 710	27 319	31 891	143 061	132 432	62 602	655 162
M	Importations de biens et services		11 966	113	28	21	0	0	0	213	880	90 367	31 779	2 873	72 857	99 858	69 178	888 057	13 381	371	59 236
MC	Marges de commerce		208 765	96 665	21 272	25 049	0	0	9 502	7 580	516	173 126	37 979	2 234	80 848	33 629	21 728	257 605			
IM	Impôts sur les importations		787	4	1	0	0	0	0	108	19 379	2 028	568	112	8 816	1 548	21 962	756	0	0	0
IX	Impôts sur les exportations		8 201	5 441	0	139	0	0	2 036	0	0	3 211	885	12	4 149	52	20	3 435	0	0	0
IP	Autres impôts sur les produits		0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 867	0	0	5 100	0	3 801	4 110	0	0	0
TVA	Taxes sur la valeur ajoutée		752	9	0	0	0	0	0	0	42 942	6 944	1 369	4 278	12 550	13 242	52 936	7 272	4 477	8 360	0
RT	TOTAL RESSOURCES		1 886 357	680 863	167 869	99 723	214 434	168 801	90 225	53 347	257 287	851 472	160 707	30 231	438 054	182 225	141 408	1 371 165	153 842	67 450	722 758
PIB N	Produit Intérieur brut aux prix courants		1 495 823	513 274	127 588	66 009	176 827	111 451	60 054	37 753	122 620	237 042	63 544	16 672	64 744	35 464	29 500	180 706	60 619	51 213	211 963
VAR	Valeur ajoutée brute aux prix de 2015		1 492 197	505 941	124 137	65 231	187 571	99 165	56 434	35 440	120 047	151 919	51 418	14 470	67 409	13 763	10 354	95 073	51 991	46 634	199 438
EES	Effectifs des employés salariés par branche		148 295	3 675	2 916	3 904	600	4 280	3 853	6 535	1 629	13 316	4 504	2 313	755	2 790	1 740	9 006	4 866	3 244	25 062

Direction Générale : 182, Rue de la SIRBA BP : 13 416 Niamey-Niger Téléphone : (227)20723560/20722172/73

Fax: (227)20 72 21 74, NIF: 9617/R, <http://-www.ins.ne><http://www.stat-niger.org>

Tableau annexe 17: tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2017

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19		
	A10	A20	A30	A40	B10.1	B10.2	B10.3	B10.4	B10.5	C10.1	C10.2	C10.3	C10.4	C10.5	C10.6	C10.7	D10	E10	F10		
	Agriculture	Elevage	Sylviculture, forêt	Pêche et aquaculture	Extraction pétrole	Extraction uranium	Extraction or	Extraction carrières	Autres extractions	F. aliment., boissons, tabacs	F. textiles, habillement, cuir	F. papier, imprimerie, reproducti	Cokefactio n et raffinage pétrolier	F. Pdt chimiques et pharm.	et autres pds minéraux	Fabrication .autres produits	P. et Dist Electricité et gaz	P. et Dist Eau, assainis.	Constructi on		
01	A10	Produits de l'agriculture et annexes	87 945	56 013	0	0	0	0	0	135 289	0	0	0	0	0	0	0	0	62 212		
02	A20	Produits de l'élevage d'animaux vivants	68 648	0	0	0	0	0	12 909	138 928	3 246	0	0	0	0	0	0	0	24 323		
03	A30	Produits de la sylviculture et forêt	0	3 587	0	0	0	0	0	10 913	0	0	0	1 896	0	1 553	0	0	20 621		
04	A40	Produits de la pêche et aquaculture	0	0	0	1 009	0	0	0	22 807	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
05	B10.1	Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	228 390	0	0	0	0	0	0		
06	B10.2	Minerais d'uranium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
07	B10.3	Minerais d'or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 782	0	0	0		
08	B10.4	Pierres, sables et argiles	0	0	0	0	0	0	0	653	0	0	0	0	1 305	973	0	0	49 534		
09	B10.5	Autres produits de l'extraction	0	0	0	0	10 000	0	0	1 651	4 628	415	0	896	0	0	2 776	888	2		
10	C10.1	Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	9 828	0	4 299	2 932	0	1 837	17 017	41 592	0	0	0	540	0	1 448	718	0		
11	C10.2	Produits des textiles, habillement et cuir	0	0	0	441	0	0	6 080	2 949	18 167	1 465	0	0	303	0	3 142	1 844	0		
12	C10.3	papier, imprimerie et reproduction	0	0	0	1 135	0	711	2 444	941	615	1 734	0	291	33	0	764	842	464		
13	C10.4	Produits de la cokefaction, raffinage pétr.	0	0	1 685	1 029	2 669	32 603	1 672	4 683	5 861	2 381	1 473	958	319	540	259	1 551	45 637	1 342	1 629
14	C10.5	Produits chimiques et pharmaceutiques	0	0	0	0	4 585	0	2 873	0	1 944	1 933	489	413	62	4 695	233	512	2 087	827	0
15	C10.6	Ciment et autres produits minéraux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	143 530	
16	C10.7	Autres produits de la fabrication	16 063	0	10 476	535	6 783	4 962	4 376	1 349	24 877	1 730	0	771	1 106	263	2 603	0	4 070	2 637	42 455
17	D10	Electricité et gaz	0	343	0	0	2 671	0	1 674	0	5 670	6 723	1 425	762	197	2 043	853	1 281	3 417	1 941	0
18	E10	Eau, assainissement et traitement	1 362	531	0	0	681	0	427	0	802	657	202	171	88	93	180	535	639	515	1 588
19	F10	Construction	0	0	0	0	950	0	595	0	0	611	0	0	0	0	0	0	0	1 287	
20	G10.1	Commerce et réparation auto, moto	0	0	0	0	337	1 123	211	1 598	624	274	157	121	1 075	50	37	672	593	418	288
21	G10.2	Commerce de gros et de détail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	H10	Services de transports et d'entreposage	8 419	183	7 983	1 513	8 801	8 058	5 515	1 157	3 773	13 136	949	518	698	1 370	896	1 324	2 343	335	36 866
23	I10	Services d'hébergement et de restauration	0	0	0	0	6 471	7 297	3 928	412	24 283	0	0	0	0	5 047	0	4 439	951	11 758	
24	J10	Services d'information et communication	0	0	0	0	461	0	289	0	3 000	4 514	754	119	700	1 292	53	1 033	1 571	546	3 720
25	K10	Services financiers et d'assurances	0	0	0	0	264	0	165	0	38	1 584	10	95	0	99	30	1 190	532	102	17 902
26	L10	Services immobiliers	0	0	0	0	233	0	146	0	119	1 748	30	121	625	880	37	714	742	613	0
27	M10	Services professionnels et techniques	0	0	0	0	321	0	201	0	0	3 162	0	151	104	1 471	0	0	3 179	99	14 221
28	N10	Services de soutien et de bureau	0	0	0	0	1 539	0	964	0	2 559	3 579	643	77	439	571	77	821	6 133	659	17 057
29	O10	Services d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	P10	Services d'enseignement	0	0	0	0	0	0	0	0	8	680	2	138	62	0	0	251	496	84	352
31	Q10	Services de santé et services sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	R10	Autres services	0	0	0	0	2 802	1 647	1 755	237	17	1 739	4	161	31	71	0	230	299	4	232
CI	TOTAL CI / EMPLOIS		182 438	70 485	20 144	8 827	43 632	65 689	27 339	9 435	113 676	403 149	28 581	7 777	233 896	16 520	12 486	49 423	84 299	15 364	450 039
RS	Rémunération des salariés		59 135	2 782	1 310	3 076	2 858	30 451	5 956	6 140	16 599	15 041	7 699	1 957	15 149	3 360	1 401	8 403	9 084	5 336	26 645
IP	Impôts nets sur la production		0	88	0	0	19 171	980	331	801	1 203	3 068	1 256	471	1 237	459	798	1 811	865	295	11 781
EBE/RM	Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte		1 521 216	552 739	131 034	64 009	162 728	72 436	79 309	28 266	75 817	157 685	46 035	11 121	38 047	13 663	10 159	92 195	44 453	43 633	186 614
VAB	Valeur ajoutée brute		1 580 351	555 609	132 344	67 085	184 757	103 867	85 596	35 207	93 619	175 794	54 990	13 549	54 432	17 482	12 358	102 408	54 402	49 263	225 040
X	Production par branche		1 762 789	626 094	152 488	75 912	228 389	169 556	112 935	44 642	207 295	578 943	83 571	21 326	288 328	34 002	24 844	151 831	138 701	64 627	675 079
M	Importations de biens et services		13 628	128	32	24	0	0	243	1 003	102 920	36 193	3 272	93 290	113 730	78 788	972 727	15 240	423	67 464	
MC	Marges de commerce		224 875	104 125	22 914	26 981	0	0	10 235	8 165	556	186 485	40 909	2 407	87 087	36 224	23 405	277 482	0	0	0
IM	Impôts sur les importations		798	4	1	0	0	0	0	0	109	19 644	2 055	576	114	8 936	1 569	22 262	766	0	0
IX	Impôts sur les exportations		13 071	8 672	0	221	0	0	3 244	0	0	5 117	1 411	18	6 612	84	31	5 475	0	0	0
IP	Autres impôts sur les produits		0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 495	0	0	5 424	0	4 043	4 372	0	0	0
TVA	Taxes sur la valeur ajoutée		735	8	0	0	0	0	0	0	41 958	6 785	1 338	4 180	12 262	12 939	51 723	7 106	4 375	8 169	
RT	TOTAL RESSOURCES		2 015 895	739 031	175 435	103 139	228 389	169 556	126 415	53 050	208 962	945 564	170 925	28 936	485 035	205 239	145 619	1 485 872	161 814	69 425	750 712
PIB N	Produit Intérieur brut aux prix courants		1 594 954	564 294	132 345	67 306	184 757	103 867	88 840	35 207	93 728	253 009	65 241	15 481	70 762	38 765	30 941	186 239	62 274	53 638	233 209
VAR	Valeur ajoutée brute aux prix de 2015		1 584 085	527 034	127 557	66 918	223 337	101 934	83 168	34 295	93 047	170 807	50 842	10 678	73 206	15 119	9 233	104 640	51 601	47 466	218 766
EES	Effectifs des employés par branche		153 737	3 810	1 769	4 047	623	4 594	4 836	6 775	2 078	13 804	4 669	2 398	783	2 893	1 804	9 337	5 044	3 364	25 982

Tableau annexe 18: tableau des ressources et des emplois du Niger pour l'année 2018

		01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
		A10	A20	A30	A40	B10.1	B10.2	B10.3	B10.4	B10.5	C10.1	C10.2	C10.3	C10.4	C10.5	C10.6	C10.7	D10	E10	F10	
		Agriculture	Elevage	Sylviculture, forêt	pêche et aquaculture	Extraction pétrole	Extraction uranium	Extraction or	Extraction carrières	Autres extractions	F. aliment., boissons, tabacs	F. textiles, habillement, cuir	F. papier, imprimerie, reproduction	Cokefaction et raffinage pétrolier	F. Pdt's chimiques et pharma.	F. Ciment et autres pdt's minéraux	Fabrication. autres produits	P. et Dist Electricité et gaz	P. et Dist Eau, assainis.	Construction	
01	A10	Produits de l'agriculture et annexes	107 055	61 229	0	0	0	0	0	0	140 208	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 092
02	A20	Produits de l'élevage d'animaux vivants	83 565	0	0	0	0	0	0	0	143 978	3 293	0	0	0	0	0	0	0	0	28 967
03	A30	Produits de la sylviculture et forêt	0	3 921	0	0	0	0	0	0	11 310	0	0	0	1 925	0	1 648	0	0	0	24 558
04	A40	Produits de la pêche et aquaculture	0	0	0	1 047	0	0	0	0	23 636	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
05	B10.1	Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	207 788	0	0	0	0	0	0	0
06	B10.2	Minerais d'uranium	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	B10.3	Minerais d'or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 046	0	0	0	0
08	B10.4	Pierres, sables et argiles	0	0	0	0	0	0	0	0	676	0	0	0	0	1 055	1 033	0	0	0	58 993
09	B10.5	Autres produits de l'extraction	0	0	0	0	2 532	0	0	28 534	4 797	421	0	0	910	0	0	3 068	937	0	3
10	C10.1	Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	10 743	0	4 463	3 280	919	2 166	0	2 788	43 104	0	0	0	436	0	1 600	758	0	0
11	C10.2	Produits des textiles, habillement et cuir	0	0	0	458	0	1 160	0	0	1 062	3 056	18 434	1 543	0	245	0	3 472	1 947	0	0
12	C10.3	papier, imprimerie et reproduction	0	0	0	0	1 270	433	838	0	666	975	624	1 826	0	296	27	0	844	889	552
13	C10.4	Produits de la cokefaction, raffinage pétr.	0	0	1 710	1 069	2 985	588	1 972	4 680	952	2 468	1 495	1 009	290	548	209	1 647	50 426	1 417	1 940
14	C10.5	Produits chimiques et pharmaceutiques	0	0	0	0	5 129	211	3 387	0	1 959	2 003	496	435	57	4 766	188	544	2 306	873	0
15	C10.6	Ciment et autres produits minéraux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 428
16	C10.7	Autres produits de la fabrication	19 554	0	10 630	556	7 760	1 392	5 502	1 310	11 348	1 793	0	812	1 007	267	674	0	4 555	2 750	73 234
17	D10	Electricité et gaz	0	375	0	0	2 988	3 832	1 973	0	2 959	6 967	1 446	803	179	2 075	690	1 360	3 775	2 050	0
18	E10	Eau, assainissement et traitement	1 658	580	0	0	762	391	503	0	78	681	205	180	80	94	146	568	706	543	1 892
19	F10	Construction	0	0	0	0	1 062	632	702	0	475	633	0	0	0	0	0	0	0	0	1 533
20	G10.1	Commerce et réparation auto, moto	0	0	0	0	377	282	249	1 597	85	283	159	128	978	51	30	713	656	441	343
21	G10.2	Commerce de gros et de détail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	H10	Services de transports et d'entreposage	10 248	200	8 101	1 571	9 846	8 555	6 503	1 157	16 643	13 614	962	545	635	1 391	725	1 405	2 588	354	43 906
23	I10	Services d'hébergement et de restauration	0	0	0	0	7 066	3 969	4 289	449	26 517	0	0	0	0	5 512	0	4 838	1 039	12 839	0
24	J10	Services d'information et communication	0	0	0	0	515	469	340	0	2 065	4 678	765	126	637	1 311	43	1 097	1 736	576	4 430
25	K10	Services financiers et d'assurances	0	0	0	0	295	1 147	195	0	1 736	1 641	10	100	0	100	24	1 263	588	107	21 320
26	L10	Services immobiliers	0	0	0	0	260	466	172	0	483	1 811	30	128	569	893	30	758	820	647	0
27	M10	Services professionnels et techniques	0	0	0	0	359	3 675	237	0	9 318	3 277	0	159	95	1 494	0	0	3 513	105	16 936
28	N10	Services de soutien et de bureau	0	0	0	0	1 721	4 246	1 137	0	9 632	3 709	653	81	399	580	62	872	6 776	695	20 314
29	O10	Services d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	P10	Services d'enseignement	0	0	0	0	684	0	0	0	337	705	2	145	57	0	0	266	548	88	419
31	Q10	Services de santé et services sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	R10	Autres services	0	0	0	0	3 134	838	2 070	236	506	1 803	4	170	28	72	0	244	331	5	277
CI	TOTAL CI / EMPLOIS	222 080	77 048	20 440	9 163	48 810	36 417	32 235	9 429	118 145	417 805	29 001	8 191	212 798	16 771	10 095	52 465	93 145	16 223	535 976	
RS	Rémunération des salariés	62 446	2 937	1 384	3 249	3 019	32 157	6 290	6 484	17 528	15 883	8 130	2 067	15 997	3 549	1 479	8 873	9 592	5 635	28 137	
IP	Impôts nets sur la production	0	90	0	0	19 528	998	337	816	1 226	3 125	1 279	480	1 260	467	813	1 844	881	300	12 001	
EBE/RM	Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	1 861 304	606 506	132 907	66 388	136 431	37 616	74 298	37 188	87 256	163 176	47 404	11 723	32 265	13 732	7 700	104 362	49 637	46 080	227 874	
VAB	Valeur ajoutée brute	1 923 750	609 533	134 291	69 637	158 978	70 771	80 925	44 488	106 010	182 185	56 813	14 270	49 522	17 748	9 992	115 080	60 111	52 015	268 012	
X	Production par branche	2 145 830	686 581	154 731	78 800	207 788	107 188	113 160	53 917	224 155	599 990	85 814	22 461	262 320	34 519	20 087	167 545	153 256	68 238	803 988	
M	Importations de biens et services	14 661	138	35	26	0	0	0	261	1 079	110 719	38 936	3 520	80 508	122 349	84 758	1 075 888	16 395	455	72 577	
MC	Marges de commerce	229 886	106 445	23 424	27 583	0	0	10 463	8 347	568	190 642	41 821	2 460	89 028	37 032	23 927	283 667	0	0	0	0
IM	Impôts sur les importations	912	5	1	0	0	0	0	0	125	22 462	2 350	658	130	10 218	1 795	25 456	876	0	0	0
IX	Impôts sur les exportations	10 151	6 735	0	172	0	0	2 520	0	0	3 974	1 096	14	5 135	65	24	4 252	0	0	0	0
IP	Autres impôts sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 164	0	0	6 804	0	5 071	5 483	0	0	0	0
TVA	Taxes sur la valeur ajoutée	952	11	0	0	0	0	0	0	0	54 392	8 796	1 734	5 418	15 896	16 773	67 050	9 211	5 671	10 589	
RT	TOTAL RESSOURCES	2 402 393	799 915	178 191	106 581	207 788	107 188	126 143	62 524	225 927	995 344	178 813	30 847	449 343	220 079	152 436	1 629 340	179 739	74 363	887 154	
PIB N	Produit Intérieur brut aux prix courants	1 935 766	616 284	134 292	69 809	158 978	70 771	83 445	44 488	106 135	276 178	69 055	16 676	67 009	43 927	33 655	217 321	70 199	57 686	278 601	0
VAR	Valeur ajoutée brute aux prix de 2015	1 724 408	551 598	130 987	69 345	203 195	85 823	90 736	43 523	105 909	178 185	53 912	12 695	69 472	16 782	8 447	112 208	56 399	49 998	262 966	0
EES	Effectifs des employés par branche	162 347	4 023	1 868	4 274	657	4 851	5 107	7 155	2 194	14 578	4 931	2 533	827	3 055	1 905	9 860	5 327	3 552	27 437	0

Direction Générale : 182, Rue de la SIRBA BP : 13 416 Niamey-Niger Téléphone : (227)20723560/20722172/73

 Fax: (227)20 72 21 74, NIF: 9617/R, <http://-www.ins.ne>, <http://www.stat-niger.org>

Tableau annexe 19: Décompositions du PIB en ses principaux emplois

Millions FCFA

	2015	2016	2017	2018
Dépenses de consommation I. des ménages	3 797 012	4 168 662	4 468 436	4 848 253
Produits alimentaires	2 349 191	2 664 586	2 838 264	3 207 665
Dont: Pains et céréales	1 099 869	1 247 534	1 328 848	1 501 798
Viande	330 006	374 312	398 710	450 602
Lait, fromages et œufs	259 294	294 106	313 276	354 049
Huiles et graisses	141 433	160 421	170 877	193 117
Boissons alcoolisées, tabacs et cigarettes	70 231	79 660	84 852	95 896
Textiles et habillement	70 054	68 469	69 031	76 505
Dont: Articles d'habillement	53 726	52 510	52 941	58 673
Articles chaussants	16 328	15 959	16 090	17 832
Transports et communications	370 655	304 199	424 601	448 776
Dont: Transport	154 139	145 929	144 284	149 283
Communication	216 516	158 270	280 317	299 493
Logement, électricité, eau, gaz et autres combustibles	361 460	374 699	353 255	373 510
Dont: Loyers d'habitation effectifs	101 751	115 309	113 982	111 900
Approvisionnement en eau	50 398	52 445	54 582	58 504
Electricité, gaz et autres combustibles	209 311	206 945	184 691	203 106
Services d'éducation	36 772	48 698	42 058	54 142
Services de santé	40 300	50 415	47 375	51 168
Autres services	498 349	577 936	609 000	540 591
Dép. de conso. des ménages à la charge des ISBL	54 196	60 286	78 864	83 270
Dépenses de consommation I. des APU	188 144	180 456	190 918	205 707
Dont Education	133 954	128 472	146 426	157 769
Santé	39 857	31 443	35 837	38 613
Dépenses de consommation collective des APU	763 544	770 508	787 621	871 352
Dépenses en formation brute de capital fixe	1 853 419	1 599 478	1 822 699	2 062 938
Bâtiments et TP	624 696	701 107	727 810	861 675
Machines et appareils	931 533	699 339	887 911	994 357
Autres produits	297 190	199 032	206 978	206 906
Variation de stocks	-14 324	31 440	11 448	25 461
Solde des échanges extérieurs	-926 952	-714 392	-874 017	-975 605
Exportations de biens et de services	816 895	783 371	831 810	859 489
Importations de biens et de services	1 743 847	1 497 763	1 705 827	1 835 094
Produit intérieur brut	5 715 039	6 096 438	6 485 969	7 121 376

Source: INS

NOMENCLATURE NATIONALE DES ACTIVITES – NATIONAL NOMENCLATURE OF ACTIVITIES

CODES	Correspondance CITI/ISIC	INTITULE	DESCRIPTION
A10	01	Agriculture et activités annexes	Agriculture and related activities
A20	01	Elevage, chasse et activités annexes	Animal production, hunting and related activities
A30	02	Sylviculture, exploitation forestière et activités annexes	Forestry, logging and related activities
A40	03	Pêche, pisciculture et aquaculture	Fishing, aquaculture and related activities
B10.1	06	Extraction d'hydrocarbures	Extraction of crude petroleum and natural gas
B10.2	07	Extraction de minerais d'uranium	Extraction of uranium ores
B10.3	07	Extraction de minerais d'or	Extraction of gold ores
B10.4	08	Extraction de pierres, sables et argile	Extraction of stones, sand and clay
B10.5	08	Autres activités extractives et de soutien	Other extractive activities and support service
C10.1	10 à 12	Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs	Manufacture of food products, beverages and tobacco
C10.2	13 à 15	Fabrication de textiles, d'habillement et de cuir	Manufacture of textiles, clothing and leather
C10.3	17,18	Fabrication de papier, imprimerie et reproduction	Manufacture of paper, printing and reproduction
C10.4	19	Cokéfaction et raffinage pétrolier	Manufacture of coke and refined petroleum products
C10.5	20, 21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	Manufacture of chemical and pharmaceutical products
C10.6	23	Ciment et autres produits minéraux	Cement and other mineral products
C10.7	16- 22, 24-33	Autres activités de fabrication	Other manufacturing
D10	D	Production et distribution d'électricité, de gaz et de vapeur	Production and distribution of electricity, gas and steam
E10	E	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets	Production and distribution of water, sanitation, waste management
F10	F	Construction	construction
G10.1	45	Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	Sale and repair of motor vehicles and motorcycles
G10.2	46, 47	Commerce de gros et de détail	Wholesale and retail Trade
H10	H	Transports et entreposages	Transport and Storage
I10	I	Hébergement et restauration	Accommodation services, food and beverage service activities
J10	J	Information et communication	Information and communication
K10	K	Activités financières et d'assurances	Financial and insurance service activities
L10	L	Activités immobilières	Real estate activities
M10	M	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Professional, scientific and technical activities
N10	N	Activités de soutien et de bureau	Support and office activities
O10	O	Activités d'administration publique	Public administration
P10	P	Education	Education
Q10	Q	Activités de santé humaine et d'action sociale	Human health and social work activities
R10	R	Autres activités de services n.c.a	Other service activities